

N° 703 — 3 F  
DU 28 MAI AU 4 JUIN 76

**nouvelle édition**

HEBDOMADAIRE  
DU PARTI  
SOCIALISTE  
UNIFIÉ

**PSU**

# tribune socialiste

Cannes :  
contre-festival

j'y suis,  
j'y reste



**Direction politique :**  
Alain Tlemcen

**Rubriques :**

- **Où va la France?** Léo Goldberg, Maurice Najman
- **Injustice :** Michel Etienne
- **Briser la chaîne :** Jean-Yves Sparfel
- **Luttes en classes :** Stéphan Lyllan
- **Les choses de la ville :** Jean-François Thoraval
- **Pourtant, elle tourne :** Bernard Ravenel
- **Les damnés de l'intérieur :** Dominique Lambert, Michel Camouis
- **Garde-à-vous-même :** Georges Yverres
- **Les armes de la critique :** Marion Lay
- **C'est aussi politique :** Michel Acidant

**Collaborateurs permanents**

Y. Craipeau - Evelyne Ertel - V. Fay - Ch. Guerche - J. Jullien - R. Lanarche - V. Leduc - M. Mousel - A. Noël - D. Nores - M. Touan - F. Turquan - C.M. Vadrot - G. Akoun - F. Laurent

**Dessinateurs :**

J.-F. Batellier - Cagnat - Desmoulin -

**Secrétariat de rédaction :**

Monique Grima

**Maquette :**

Chantal Lender

**Secrétariat - Documentation :**

Marie-Françoise Chailleux

**Promotion :**

J.-L. Craipeau - S. Ros - H. Le Toquin - J.-P. Sallent

**Dir. publ. :** H. Le Toquin  
9, rue Borromée, 75015 Paris

**Rédaction :** 566-45-64  
**Administration et publicité :**  
566-45-37

Distribué par les N.M.P.P.  
Imprimerie d'HEBDO-T.C.

**Composition :**  
Compo-presse, Paris.

**Abonnement :** 100 F pour un an ; 60 F pour six mois moix. Soutien : 150 F. Pour tout changement d'adresse : joindre 3 F en timbres et l'ancienne bande adresse.

**Où va la France ?**

- Une situation contradictoire. *Yvan Craipeau* p. 4
- Face aux échéances. *Michel Mousel* p. 5
- Siméoni : comment en sortir. *Christian Guerche* p. 6

**Champs libres**

- Vers des marchés de producteurs. *Fabrice Laurent* p. 6

**Les choses de la ville**

- Créteil : les locataires se rebiffent. *Eric Medrano* p. 7
- Vitry : les locataires se rebiffent. *Jean-Marie Renault* p. 7

**Et pourtant elle tourne**

- Une maison blanche dans la campagne. *Marc Chénétier* p. 8
- Cisjordanie : répression ou dialogue ? *B. Ravenel, A. Tlemcen* p. 9
- Liban : la claque... *Jean Jullien* p. 9
- Grèce-Turquie : risque de guerre ! *Joël Satre* p. 10

**Notre dossier :**

**Luttes en classes**

- Etudiants, travailleurs : même combat. *Joël Roman* p. 11
- Ecole et autogestion p. 11
- Histoire d'une lutte. *Geneviève Petiot* p. 12
- Assas fac calme p. 12
- Interview du Mouvement d'action syndicale. *Stephan Lylan* p. 13-14

**Briser la chaîne**

- Réforme de l'entreprise : le changement sans risques. *M. Etienne* p. 15
- 37<sup>e</sup> congrès de la CFDT. *E. Carroube, J.-Y. Sparfel* p. 16
- SNPA Lacq : poursuite de l'action p. 16

**Débat**

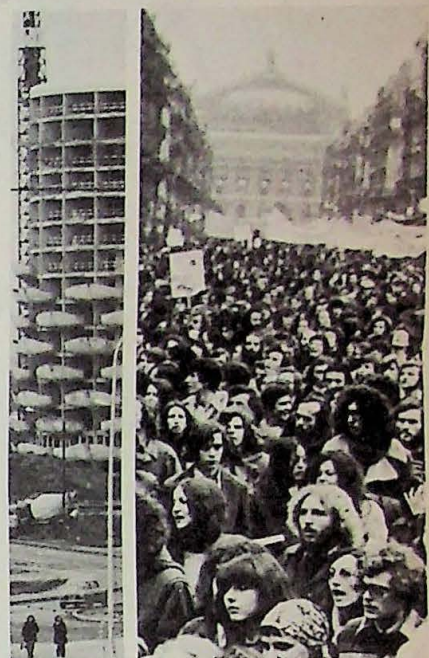
- Tours et après. *Yves Salesse de la LCR* p. 18
- Tours et le reste. *Victor Leduc* p. 18

**Tribune de l'autogestion**

- Technique et liberté. *Pierre Samuel* p. 19

**C'est aussi politique**

- Des femmes, des hommes et des films. *M. Acidant* p. 22
- Cannes, 3<sup>e</sup> contre-festival PSU p. 23
- Alors, on tourne ? *Pascal Gollet* p. 23



**12-13 juin à la Courneuve, c'est la fête**



Avez-vous votre vignette ? Comment ? 20 F seulement ? Pour deux jours ! C'est fantastique avec le programme qu'il y a... Charlebois, Archie Shepp, Tom Paxton. Eh oui ! Tom Paxton le père du folk américain de contestation, qui est venu se rajouter à la liste. Et puis Bedos, Béranger, Mouloudji, Catherine Sauvage, Dadi ; en rock : Higelin au Bonheur des Dames, Etron Fou, Soho et Pieds Jointes qui font le bal le samedi soir ; en jazz : Steve Lacy, Perception, Cohelmeck, Confluence, Temps des Cerises ; en folk : Gwendal, Chiffonie, Sourdeline, Phil et Emmanuel ; percussions : Umban et le West African Cosmos, Martin St Pierre, Popaul et Lette ; cabaret sketches : Douly, Font et Val ; chansons : Imago, Arbatz, Weterwald, Fawsie, Marti, Isabel Parra, Lavilliers, Servat, Verdier, Areski et Fontaine,



Dautin, Dominique Rossignol, et du théâtre, de la danse, des animations pour les enfants (marionnettes, cirque, atelier musical) et enfin des cracheurs de feu, des montreurs d'animaux, des fanfares, des mines, des jongleurs, des clowns et joueurs de samba. Le carnaval quoi !

**Mouloudji**

Moulou comme on l'appelle, c'est une longue tradition populaire de chansons. Tout jeune, il participe au groupe Octobre qui, en 36, allait d'usine en usine jouer devant les grévistes. Du théâtre il passe à l'écran, traîne à St-Germain. Simone de Beauvoir raconte dans *La force des choses*, comment toute l'équipe des *Temps modernes* passait la nuit en écoutant ses chansons. 1953, « Comme un p'tit coquelicot », succès qui arrive en-



core jusqu'à nos oreilles, la plus connue de son répertoire plein de gouaille, de tendresse où la politique se lit entre les lignes.

**Dans la même direction artistique : Catherine Sauvage**

Elle chante depuis 1948. Une longue carrière où elle chante des textes de Michel Legrand, Nougaro, Lama, Tachan, Brassens, poèmes de Lorca, Mac Orlan, Brecht et Léo Ferré. La chanson pour elle c'est d'abord une mise en scène. D'ailleurs, elle est comédienne de formation et a joué avec Barrault, Planchon.

**Yvan Dautin**

Yvan c'est l'humour. On entend souvent des chansons graves et politiques. Mais la critique de la vie quotidienne peut

passer par le rire. Et puis ça détend... et on en a besoin. Que dire encore... les chansons, ça ne se raconte pas. Une précision : Beb Guerin accompagne Yvan et c'est un sacré musicien.

**Chiffonie**

Un mot de folk pour terminer. Cinq musiciens, des sources traditionnelles, utilisation de vielle à roue, banjo, guitare, accordéon diatonique, violon, mandoline, dulcimer ; une musique enracinée dans l'histoire régionale et... qui fait danser.

**M. ACIDANT ■**

**Le savez-vous ?** Pour la fête les éditions Syros publient *Chansons politiques d'aujourd'hui* (Béranger, Brua, Bühler, Imago, Mouloudji, Servat et Vigneault). Avec des peintures de la Jeune peinture pour illustrer.



# éditorial

## coup de troisième force

Giscard d'Estaing a sans doute réservé l'essentiel de sa pensée politique à ses interlocuteurs américains, puisqu'il n'a guère su offrir aux Français que la répétition de ses rodomontades préférées.

Il s'obstine à confondre la reprise actuelle avec la fin de la crise alors que les travailleurs voient chaque jour se poursuivre les liquidations, faillites, suppression d'entreprises, que des conflits s'éternisent de Lip au *Parisien libéré*.

En réalité, le président de la République annonce le retour à une politique dite déflationniste qui, à la fois, montre la fragilité de la situation présente et risque à nouveau de la compromettre. Giscard est toujours poursuivi par une même hantise — cette modération des revenus qui signifie le blocage du pouvoir d'achat des travailleurs.

Pour y parvenir, le champion de la liberté, si bien secondé par Michel Poniatowski, brandit toujours la menace contre un désordre dont la société actuelle est seule responsable. La liberté giscardienne est casquée et armée : les travailleurs de Caron-Ozanne en ont fait récemment l'expérience.

En fait de réponse à la situation politique, il ne cherche guère qu'à acheter les bulletins de vote des personnes âgées.

Tout cela allie le scandaleux au dérisoire. Il convient de faire en sorte que les travailleurs en France réservent à la politique intérieure de Giscard un sort analogue à celui qui viennent de subir ses visées internationales.

Michel MOUSEL ■

**I**l y a une belle cohérence dans les principaux événements politiques de cette dernière semaine. Aux Etats-Unis, le président de la République annonce qu'il arrive. Il ajoute qu'il choisira un Premier ministre et que l'Assemblée a le droit de voter contre celui-ci une motion de censure. Ce qui signifie qu'il a choisi ni de se « soumettre » ni de se « démettre » face à une éventuelle majorité de gauche, mais d'aller, au besoin, vers une dissolution de la nouvelle Assemblée.

Pendant le week-end a lieu le congrès constitutif du Centre des démocrates sociaux qui, nous affirme-t-on, n'est surtout pas une nouvelle mouture du MRP, mais qui rassemble cependant l'essentiel de ses restes. M. Jean Lecanuet y déclare qu'il n'est pas possible d'envisager l'alternance si les socialistes l'emportaient sur les communistes parce que, dit-il, ils introduiraient le risque d'un processus révolutionnaire. Et de proposer une autre alternance. Pour l'obtenir il suffit de déplacer le centre de gravité des formations qui composent cette majorité. Les propos de Giscard et de Lecanuet s'éclaircissent réciproquement. Pour refuser de s'incliner devant une majorité de gauche, Giscard est décidé à mettre en avant la menace apocalyptique du « collectivisme » que représenterait une victoire de la gauche. S'il affirme sa détermination d'aller jusqu'au bout de son septennat, c'est qu'il n'envisage même pas l'hypothèse d'une nouvelle défaite de la majorité actuelle après dissolution de l'assemblée. Car, dans ce cas, son pari serait intenable. Il ne reste que deux possibilités : le coup de force contre le vote populaire ou la solution de rechange, l'alternance à la Lecanuet, qui permettrait enfin de « gouverner au centre ». Cette alternance-là n'exige pas seulement une alliance entre giscardiens et centristes. Pour être viable elle nécessite aussi l'accord d'une partie des socialistes, et probablement d'une partie de l'UDR.

Depuis les dernières déclarations de Giscard et la création du CDS, le scénario politique des milieux dirigeants de la bourgeoisie est clair. Selon les éventualités et les possibilités, ils joueront de l'une ou de l'autre carte, et, peut-être, de l'une et de l'autre. Car on peut très bien imaginer qu'un chantage à la guerre civile, et même les premiers pas dans cette direction, ouvrent la voie à la solution de rechange « centriste ». Tandis que Poniatowski chauffe tous les jours les esprits et perfectionne l'arsenal répressif, le super-démocrate Lecanuet prépare la nouvelle troisième force.

**P**ENDANT ce temps, que se passe-t-il du côté des état-majors de la gauche ? Le moins que l'on puisse dire est qu'ils sous-estiment gravement les dangers que comportent les plans du pouvoir. François Mitterrand affirme que les propos du président de la République sont peut-être « raisonnables ». Georges Ségué s'élève contre le risque de voir un personnel de gauche poursuivre au pouvoir une politique de droite. Certes, ce risque existe, mais pour être exactement apprécié, il faut voir comment il est étroitement lié à l'ensemble du dispositif mis en place par le pouvoir.

Dans ce contexte les élections municipales de 1977 prennent toute leur signification politique. Ou bien elles seront l'affirmation de l'unité de toutes les forces ouvrières et populaires contre le pouvoir, ou bien elles donneront le spectacle de rivalités et de conflits à l'intérieur même de ces forces et l'on voit trop qui pourrait en tirer avantage.

Or les dirigeants des trois partis du Programme commun, réunis le 21 mai, n'ont pu se mettre d'accord sur la tactique électorale pour les municipales. C'est un signe inquiétant. Comme le dit le communiqué du PSU à l'occasion de la conférence nationale de ses élus municipaux qui s'est tenue les 22 et 23 mai, l'objectif étant de contribuer à ce que le maximum de municipalités soient conquises par les représentants des travailleurs pour être mises au service de leurs luttes cet objectif ne peut être soumis à un marchandage préalable sur la répartition des sièges et des postes.

Nul doute que ce marchandage ne soit mis à profit par ceux qui préparent les nouvelles convergences que souhaitent les stratèges du centrisme.

**N**OUS sommes entrés dans une période où dans le combat entre la classe ouvrière et la bourgeoisie, toute hésitation, tout faux-pas, toute erreur d'appréciation et tout défaut de vigilance se paye par un échec d'une portée historique.

Ces élections ne seront pas des élections « comme les autres ». Elles seront le test de la capacité des forces ouvrières et populaires à déjouer tous les plans de l'adversaire et à remporter sur lui une victoire décisive. C'est parce qu'il a perçu l'importance de l'enjeu que notre parti s'est engagé résolument dans la bataille unitaire et qu'il appelle tous les militants autogestionnaires à s'y engager avec lui.

Victor LEDUC ■

## pourquoi ne pas avouer ?

La dernière grève des journalistes, le débat qui s'est déroulé à la Bourse du Travail, l'attitude prise au bout du compte par les différentes rédactions, concernant la parution des journaux samedi, ont montré que la plus grande confusion régnait parmi les journalistes, sur leur statut, leur fonction, leur rôle au sein des journaux où ils écrivent, la nature même des entreprises de presse.

Certes, le temps n'est plus où les journalistes s'envisageaient comme une profession libérale. Ils ont appris, à leurs dépens, qu'ils sont des salariés comme les autres, avec un taux de chômage qui fait qu'aujourd'hui un journaliste sur sept est chômeur, et un taux de salaires parfaitement inférieur à celui pratiqué dans le secteur privé, pour des emplois exigeant le même niveau de compétences.

Le procès du patronat de la presse est donc bien à faire, mais il ne saurait se limiter à une offensive concernant les conditions de salaire, de repos, et d'avancement.

C'est tout le système de l'information qui est en cause, et toutes les pratiques qui lui sont attachées.

Certes, on ne peut pas dire que des entreprises comme *Rouge*, *Le Quotidien de Paris*, *Libération* ou *l'Humanité*, sont semblables à des *France Soir*, *Figaro* ou *Provençal*. Mais pour autant peut-on affirmer que les journalistes des journaux de gauche ne participent d'aucune des contraintes du système, et peuvent faire la leçon aux autres de manière indifférenciée. Outre que cette attitude sectaire, divise l'ensemble des journalistes et facilite l'attitude patronale, elle est fautive. Pis, elle est hypocrite.

Les sources de l'information, la manière dont elle est dispensée, les contraintes que tout journaliste connaît pour l'obtenir et la répercuter, font qu'il existe des « règles du jeu » non codifiées, mais qui enlèvent au journaliste beaucoup de sa liberté.

D'abord parce que pour garder les contacts nécessaires et assurer la continuité de ses informations, il est obligé bien souvent pour éviter l'interdit de l'administration, de l'entreprise, du parti politique, de l'homme public, de retenir de l'information.

A ce niveau la ligne politique du journal fait que telle ou telle information soit, est bien placée, est bien « montée », ou au contraire disparaît, ou s'amenuise...

Le système des coupes, du rewriting... La hiérarchie même des rédactions, font qu'il est mensonger, à quelque journal qu'on appartienne, de ne pas reconnaître la part de censure et d'autocensure que nous pratiquons tous. Sans parler de l'idéologie dominante, dont il n'est pas facile de se déprendre quand on n'y participe pas. La grève de vendredi, devait permettre d'amorcer un débat sur ces points majeurs. Cela a commencé. Nous entendons bien pour ce qui nous concerne la développer pour qu'effectivement l'ensemble du système d'information soit mis en cause, et que la liberté de la presse dans tous ses rouages s'inscrive réellement dans les faits.

Christian GUERCHE ■

# Où va la France ?

## une situation contradictoire

**Edmond Maire remarque que la lutte des travailleurs est freinée aujourd'hui parce qu'ils sentent qu'ils ont devant eux, non, seulement leur propre patron, mais le patronat tout entier. Et derrière le patronat, le pouvoir. Ils en tirent cette conclusion : il faut une lutte d'ensemble contre le patronat et le gouvernement qui l'incarne ; cette lutte ne peut être que politique ; il faut chasser la bourgeoisie du pouvoir.**

Sur qui peuvent-ils compter pour chasser du pouvoir la droite bourgeoise ? Comme nous ne sommes pas en Mai-68, où le mouvement de grève généralisé mettait aux abois le pouvoir gaulliste, ils ne peuvent envisager qu'une solution : mettre au pouvoir ceux qui peuvent faire échec à la droite au parlement, c'est-à-dire (dans les conditions électorales actuelles) les partis socialiste et communiste, qui mènent campagne pour « *changer la vie* » et « *changer la société* ». Le vote massif des masses populaires aux élections — même cantonales — reflète leur prise de conscience que les luttes partielles ne suffisent pas, qu'il faut un changement profond du pouvoir politique et de la société.

En quoi consiste l'apparent paradoxe ? C'est que les partis en lesquels ils mettent leur confiance n'ont pas réellement l'intention de changer la société. Le programme commun, sur lequel ils se sont mis d'accord, comporte certaines mesures favorables aux travailleurs, d'autres mesures, comme les nationalisations, qui peuvent diminuer la puissance de la fraction monopoliste du capital (les « grands monopoles », comme dit le PCF). Mais il ne se propose nullement de rompre avec le régime du profit ; au contraire, ainsi que le rappelle Mitterrand au vice-président du CNPF, il entend assurer par ces nationalisations la prospérité du secteur privé, comme avait fait de Gaulle au lendemain de la Libération. Il s'agit d'aménager le régime capitaliste, de gérer ses intérêts et son Etat ; il ne peut alors être question de donner un pouvoir réel aux travailleurs. Tel est le cadre du Programme commun. C'est pour cette raison que le PSU ne peut pas le signer (et une des raisons pour lesquelles la CFDT ne l'a pas non plus signé).

Mais, est-il étonnant que les travailleurs votent pour le PS ou le

PCF ? Pas du tout. Quand ils ont affaire à des problèmes concrets, à un adversaire proche d'eux — comme le patron de leur entreprise — ils sont prêts à prendre leur lutte en main (les révolutionnaires autogestionnaires jouent alors un rôle important). Mais quand l'adversaire leur apparaît lointain, hors de leur atteinte directe, comme le pouvoir central (ou même local), alors ils tendent à déléguer leur pouvoir à ceux qui leur semblent capables d'affronter cet adversaire — à la fois par leur représentativité et leurs capacités gestionnaires. Seule leur expérience propre peut leur apprendre qu'ils peuvent exercer eux-mêmes le pouvoir et que, s'ils ne le font pas, ce pouvoir restera aux mains de l'Etat bourgeois et s'exercera contre eux.

C'est ce que laissent prévoir dès maintenant les dirigeants du PS : ils veulent renvoyer aux calendes grecques les mesures promises contre les monopoles et, en attendant, gouverner avec l'assentiment de Giscard et du patronat. Et les travailleurs voteront pour eux ? Bien sûr. Les mécanismes électoraux actuels excluant les formations minoritaires, sur le plan électoral, pour envoyer à l'Assemblée une majorité capable de mettre la droite en échec, ils n'ont pratiquement le choix qu'entre le PS et le PCF. La méfiance à l'égard de la social-démocratie amène certains à voter pour le PCF. D'autres font encore moins confiance au PCF, à ses méthodes de domination et au capitalisme d'Etat, même aux « *couleurs de la France* ». Rassurant pour la petite bourgeoisie par son modérantisme, le PS rassure également, pour d'autres raisons, bon nombre de travailleurs. Cela ne signifie pas que le choix est purement négatif : les masses populaires qui veulent en finir avec le capitalisme trouvent, dans les discours des uns et des autres, de quoi ali-

menter leurs espoirs. Il n'en est pas moins significatif que, selon un sondage récent, un bon nombre de ceux qui manifestent l'intention de voter pour l'Union de la gauche, déclarent ne pas faire confiance à ses solutions.

### le paradoxe de la gauche au pouvoir

Le divorce réel est bien plus grand encore entre les aspirations des travailleurs et les projets gouvernementaux du PS. Au moment décisif, cela se traduit par un divorce entre la pratique des masses populaires et celle des réformistes. C'est ce que nous avons déjà vécu en 1936. Le programme du Front populaire (beaucoup plus vague que le Programme commun) ne comportait aucune mesure anticapitaliste. Léon Blum entendait bien se conduire en « *gérant loyal* » du régime. De leur côté, les travailleurs ne manifestaient aucune défiance à l'égard de leurs *leaders*, mais ils voulaient que ça change et considéraient que la victoire électorale du Front populaire était leur victoire : c'est pourquoi, occupant leurs entreprises, ils ont arraché les fameuses *conquêtes* que le Front populaire n'avait nullement inscrites à son programme. La suite des événements a montré combien ils avaient eu raison : dès qu'ils ont cessé leur pression, le gouvernement Blum s'est trouvé devant la pression du capital et il n'a pratiquement rien réalisé de son propre programme, pourtant bien modeste.

Quarante ans plus tard, l'affrontement de classes est bien plus net encore dans la bataille politique ; les formations intermédiaires n'existent pratiquement plus ; quant aux travailleurs, après Mai-68 et Lip, leurs aspirations sont plus vastes et plus précises. « *La probabilité est très grande, prévoit Edmond Maire, qu'après des décennies de pouvoir de la bourgeoisie, une victoire de la gauche aux législatives fasse grandir les espoirs, amène une volonté de changements rapides, qui sera d'autant plus forte que les obstacles mis par le président de la République ou par le patronat, seront plus grandes.* »

Les travailleurs qui auront voté pour le PS et le PCF (et qui, dans une large mesure, leur feront confiance) seront les mêmes qui, en passant à l'action, contrecarreront les projets de paix sociale et de compromis avec Giscard. Pour les ramener « *à l'effort et à la raison* », les dirigeants du PS comptent sur les syndicats. Mais la CFDT ne semble pas prendre le chemin de la subordination à leur politique. Quant à la CGT, pourquoi risquerait-elle son influence en s'opposant au mouvement des tra-



Photo Patrick FRILET

vailleurs si le gouvernement entend conclure un accord avec Giscard et repousser les nationalisations ?

Voici donc le second paradoxe apparent : maîtres du jeu parlementaire, les réformistes ne pourront pas pour autant réaliser aisément leur politique. L'hôtel Matignon peut s'entendre avec l'Elysée. Mais il leur faudra compter avec les forces réelles en présence : la bourgeoisie et les travailleurs.

Nous allons donc au-devant, non d'un simple changement de gouvernement (de l'« alternance » chère à Mitterrand), mais d'un affrontement des classes pour le pouvoir, dans le cadre « *d'une crise structurelle qui ébranle les fondements du régime* » et qui se manifeste à tous les niveaux et dans tous les appareils.

Dans de telles circonstances historiques, les problèmes du pouvoir sont posés à tous les niveaux par la vie quotidienne. Le pouvoir cesse d'apparaître lointain et hors de portée, et d'abord dans les entreprises, les branches industrielles et les localités.

### Le rôle des révolutionnaires

Dans cet affrontement général, les révolutionnaires peuvent jouer un rôle déterminant. Mais cela ne leur sera possible que s'ils tiennent compte des leçons de l'histoire et remplissent un certain nombre de conditions.

La première, bien sûr, est de ne pas se réduire à des sectes prophétiques, et de ne pas compter sur les incantations à la manière des Témoins de Jéhovah. A scander « une seule solution, la révolution ! », on ne fait pas avancer la révolution d'un millimètre. De même eau, les imprécations contre les réformistes ou les objurgations à leur égard, du style « gouvernement PS-PCF ! ». Il faut laisser ces formules magiques aux sorciers de village.

Il serait absurde, également, de compter sur l'échec des partis réformistes pour gagner la classe ouvrière. L'histoire nous apprend que, quand il entraîne la défaite des travailleurs, cet échec n'entraîne pas leur radicalisation mais leur démoralisation : seule la réaction en profite. Il ne faut donc pas se tromper de cible : l'ennemie, ce ne sont pas les partis traditionnels, c'est la bourgeoisie. La politique du *social-fascisme* a toujours apporté son eau au moulin de la réaction et du fascisme. L'objectif, pour nous, ce n'est pas de *démasquer* les partis ouvriers réformistes ; c'est d'aider à transformer la défaite de la droite en victoire des travailleurs. Cela ne peut pas être le fait d'une *avant-garde* ultra-minoritaire. Les travailleurs n'entreront pas en lutte contre le gouvernement de gauche, mais pour imposer leur volonté au patron



et à la bourgeoisie. Ils n'y parviendront que si les révolutionnaires les aident à réaliser une large unité populaire. Unité conflictuelle que les réformistes tendront sans cesse à rompre : c'est au cours des luttes que les travailleurs prendront conscience du divorce entre leurs aspirations et la politique réformiste.

Bien entendu, les révolutionnaires ont dès maintenant un projet politique cohérent, contradictoire avec le projet réformiste. Ils l'expliquent. Mais il ne leur sert pas à grand-chose d'opposer l'*alternative révolutionnaire* à l'*alternative réformiste*. L'explication ne touche qu'une faible partie des travailleurs. La grande masse apprendra par l'action, c'est-à-dire par sa propre expérience.

Le rôle des révolutionnaires est de participer à cette expérience, de s'en enrichir, de l'éclairer, de l'empêcher de tourner court comme en 1936 ou en 1968, d'aider les travailleurs et leurs alliés à s'organiser à tous les niveaux pour imposer leur volonté aux classes dirigeantes, d'impulser la création des organes de pouvoir populaire nécessaires pour faire respecter cette volonté, de travailler à unifier leurs luttes, finalement de les aider à substituer leur propre pouvoir à celui de la bourgeoisie. Tel est le principe d'une *stratégie autogestionnaire*.

Cette orientation n'est pas seulement la nôtre. Elle est prise en compte par de nombreux militants de mouvements populaires et, d'une certaine manière, par la gauche du PS. Elle est prise en compte par un large courant de la CFDT, comme on voit par la contribution que versent à ses débats cinq fédérations (Banque, Bois, Haceutex, PTT, Santé) et l'union régionale Rhône-Alpes. Edmond Maire lui-même souligne le rôle des syndicats pour impulser les conseils ouvriers et les comités populaires. Il est vrai que beaucoup, surtout dans la gauche socialiste, se font des illusions, par exemple sur les possibilités d'harmoniser l'action du gouvernement de gauche et celle des comités. Il faut en discuter, mais c'est l'expérience qui tranchera.

Le plus important, c'est que la stratégie autogestionnaire — parce qu'elle exprime une nécessité objective — correspond à une prise de conscience dans un important secteur de la classe ouvrière. Les sectes se vantent d'être seules à posséder une recette miraculeuse qu'elles veulent bien enseigner au bon peuple. Pour les autogestionnaires, au contraire, le parti cherche à être l'intellectuel collectif de la classe ouvrière, à exprimer ses aspirations profondes, à les traduire en propositions politiques. Pour nous, le gage de la victoire, c'est précisément que nous ne sommes pas seuls. Notre rôle est d'essayer d'éclairer la route.

Yvan CRAIPEAU ■

## face aux échéances

**Depuis plus d'un mois nous avons fait parvenir ce texte au Nouvel Observateur aux fins de publication en tribune libre. Malgré les engagements, ce texte n'a pas été publié, en conséquence nous estimons devoir le porter à la connaissance de nos lecteurs.**

En 1974, le PSU refuse de rejoindre le Parti socialiste : il est, paraît-il, condamné à disparaître ; pourtant, on s'aperçoit vite que le mort ne se porte pas si mal. En 1975, on condescend parfois à rompre le silence sur ce qu'on considère comme une anomalie — à vrai dire quand on ne peut vraiment plus faire autrement : sur le nucléaire, le Portugal, l'armée, les luttes étudiantes ; en omettant soigneusement de signaler ce qui lie tout cela : la volonté d'articuler unité populaire et autogestion, et le renforcement de la présence du PSU dans les luttes populaires, ouvrières et paysannes notamment. Alors, en 1976, quand le PSU propose d'ouvrir une discussion pour des listes de toute la gauche aux municipales, cela reflèterait « *les difficultés qu'a le PSU à ne pas faire le choix fondamental auquel il est confronté : rejoindre le Parti socialiste ou s'ancrer sans équivoque à l'extrême-gauche* » (N.O., 19 au 25 avril 1976).

Mais quand donc cessera-t-on de nous considérer comme destinés à passer à l'aspirateur ? Aujourd'hui, le choix devant lequel est placé le PSU, ce n'est certainement pas de savoir par quoi il doit être absorbé. Il est de savoir comment la formation politique la plus proche de tout ce qui a enrichi le combat populaire au cours des années récentes, sera capable de transformer un ensemble d'espoirs en réalité politique. Figurez-vous que c'est autrement important que de savoir de quel côté souffle le vent.

Quand tous les sondages auront été consommés, quand les suffrages auront fait tomber le pouvoir actuel — et nous n'épargnerons rien pour y parvenir — restera alors la question essentielle : comment faire pour que nous n'ayions pas simplement vécu un épisode électoral, pour que nous puissions vraiment entreprendre la construction d'une autre société ? Un peu de lucidité suffit pour reconnaître que cette question se pose, et qu'il n'est pas trop tôt pour y répondre.

On perçoit bien quels sont les blocages qui peuvent survenir. Il y en a principalement deux. L'un est d'ordre institutionnel, que ne saurait masquer le flou artistique dans lequel tant Giscard que Mitterrand et le Programme commun lui-même traitent du « bicéphalisme » de l'exécutif. Or il s'agit de beaucoup plus que d'une question piquante pour les orateurs de droit constitutionnel. Les multiples projets de Ponia-towski, depuis les libertés « ordinaires » jusqu'à l'extension des régimes d'exception appuyés sur un rôle extraordinaire de l'armée, sont autant d'armes fourbées pour trancher le problème autrement que par des arguties juridiques.

L'autre est d'ordre économique, ou plus exactement concerne la contradiction qui peut surgir entre l'ensemble des aspirations qui auront mené à la victoire électorale et seront amplifiées par elle, et la situation qu'aura légué le pouvoir actuel. S'en tirer par des assurances sur le « consensus social », c'est se

préparer à assumer le peu glorieux destin des gouvernements travaillistes anglais.

La compétence, la détermination, la ruse des hommes politiques de la gauche ne peuvent suffire à déjouer ces pièges. Rien ne peut être mis en œuvre qui ne s'appuie sur une puissante mobilisation populaire ; mais celle-ci ne peut être efficace que dans la mesure où elle ne joue pas un rôle d'accompagnement pré et post-électoral, c'est-à-dire si son autonomie *d'initiatives* est reconnue. Dès maintenant. Et c'est pourquoi les militants politiques, syndicalistes et de tous les groupements qui ont expérimenté ce qu'est le contrôle populaire et fait progresser la conscience autogestionnaire ont leur mot à dire sur les objectifs politiques poursuivis. Cela suppose l'ouverture du dialogue entre tous les courants de la gauche, auquel justement nous voulons contribuer.

Les élections municipales, parce qu'elles posent la plupart des problèmes sur leur terrain le plus concret, constituent une excellente occasion d'engager ce dialogue. C'est une raison de notre proposition unitaire. Il y en a une autre, qui n'est pas accessoire. Par le rôle qu'elles jouent ou peuvent jouer, les communes peuvent servir de points d'appui à l'initiative populaire, et de pôles de résistance aux tentatives de contre-offensive de la droite. Ceux qui en sont conscients ont autre chose à faire que de tester l'évolution de leurs pourcentages électoraux.

Sortir ceux qui voient dans l'autogestion une perspective révolutionnaire d'une impuissance politique contradictoire avec ce dont ils sont porteurs, dynamiser l'unité populaire, tel est le sens de la démarche que nous entreprenons, et sur les résultats de laquelle nous nous prononcerons collectivement. Que cela bouscule certains comforts politiques, c'est normal. Mais nous n'avons pas conservé autonomie et identité pour ne pas nous en servir. C'est autre chose que d'être ballotés de droite et de gauche. Notre seul tort est d'être têtus. Comme les faits.

Michel MOUSEL ■



## comment en sortir ?

**A la fin de la première semaine du procès de Simeoni et de ses camarades, l'accusation faisait grise mine. Tous les témoignages concordaient. Des tueurs cachés dans la vigne ont tiré sur les gendarmes, qui de par leur position ne pouvaient être atteints par les occupants de la ferme.**

Qui étaient ces tireurs que les journalistes présents aux événements avaient vus, mais que ni la police ni le juge d'instruction n'ont recherchés. Des provocateurs manipulés ? Et dans ce cas, manipulés par qui ?

Toutes ces questions convergent et n'ont pas pour l'heure de réponse. D'autant plus que le juge d'instruction a refusé la reconstitution des faits, obstinément demandée par la défense.

La gêne de l'accusation apparaît d'autant plus évidente que l'on sait déjà que le principal responsable de la répression — Michel Poniatowski lui-même — ne viendra pas témoigner, s'abritant derrière le fait qu'en tant que ministre en exercice, il doit avoir l'autorisation du Conseil des ministres pour témoigner.

Que ne réclame-t-il lui-même cette autorisation, lui qui au moment des événements tonnait dans les micros de toutes les radios. Le prince fort en gueule voulait mater la Corse entière. Aujourd'hui il refuse en pleutre d'affronter Edmond Simeoni et ses camarades, à la barre et en public.

C'est qu'il sait que le dossier, tout comme celui du viticulteur Teyssere, est implaçable pour le gouvernement et sa police.

Depuis le mois d'août dernier, il a désavoué le préfet qui n'avait fait que suivre ses ordres et l'a immédiatement déplacé. Libert Bou, qui était chargé de la mission interministérielle pour la Corse et qui avait essayé de multiplier les contacts pour

établir une charte de développement qui désamorçait les revendications parfaitement justifiées du peuple corse, s'est vu mettre à la retraite. Son ministre de tutelle était Michel Poniatowski, qui est aussi le ministre de l'Aménagement du territoire.

Pendant ce temps, le propriétaire de la ferme, Delpeille, qui se trouve impliqué dans plusieurs scandales de vins, est, lui, en liberté et observe un silence d'autant plus prudent, qu'il lui est imposé par le ministre.

Reste que le dossier, lui, est chaque jour plus vide. On a bien essayé d'attribuer des propos violents et provocateurs à Simeoni qu'il aurait prononcés au congrès de l'ARC, à Corte. Manque de chance, la bande magnétique du discours montre qu'Edmond Simeoni n'a pas tenu les propos incriminés.

Alors, magistrats et procureur ne cachent plus que leur seul problème est de savoir comment sortir de cette piètre affaire. Comment éviter qu'elle n'apparaisse pour ce qu'elle est : la preuve vivante du refus du gouvernement de satisfaire les aspirations du peuple corse, qui entend plus que jamais faire reconnaître son identité et sortir de la situation coloniale qui lui est faite.

Cette situation amène le procureur à faire un lapsus significatif quand, parlant des bataillons de gendarmes envoyés à Aléria, parle de « corps expéditionnaire ».

Christian GUERCHE ■

Siméoni, lors de l'affaire d'Aléria.



## vers des marchés de producteurs

**Les gros négociants, la Chambre de commerce, le CIDUNATI, contre les consommateurs et les petits producteurs : tel est le visage de Nîmes, traversée depuis déjà quelques mois par une vive polémique. A l'origine de cette affaire, le projet de création de deux marchés de producteurs. La municipalité (PC-PS) n'a pas encore pris position, malgré la pression des trois élus PSU et de la section locale.**

Pendant que les prix des produits alimentaires augmentent constamment sur les marchés et dans les magasins, les producteurs voient leurs revenus diminuer et doivent bien souvent quitter leur exploitation pour aller travailler ailleurs. Et pourtant, une importante surproduction est détruite tous les ans (!) et nombre de familles populaires consomment trop peu de fruits et de légumes frais !

Cette situation, caractéristique de la stupide politique agricole française, découle de la composition même des circuits de distribution. Les grossistes sont en effet tout-puissants et l'organisation actuelle leur permet d'imposer leur volonté (acheter à bas prix et vendre cher), exploitant d'un même coup producteurs et consommateurs.

Mais en plus de l'aspect financier, cette affaire a montré le désir des consommateurs d'acheter des produits non pollués à des prix raisonnables. D'après un communiqué des élus PSU de Nîmes : *les expériences de vente de produits biologiques, uniquement par le commerce, en l'absence d'un secteur témoin de producteurs-vendeurs, aboutissent d'une part à des prix élevés et d'autre part à des fraudes.*

### Eliminer les intermédiaires

Pour remédier à cette grave situation, l'Union des consommateurs gardois et l'Union féminine civique et sociale, les Associations populaires des familles et Nature et Progrès, souhaitent, dans l'intérêt de tous, l'ouverture de marchés de petits producteurs et producteurs biologiques, accueillant des produits régionaux, frais et de saison, de fabrication artisanale : miel, fromages, charcuterie locale, volailles, fruits et légumes. Ces marchés seraient accompagnés par la création d'une commission de contrôle qui se donnerait les moyens d'une surveillance efficace et de pouvoirs réels d'ac-

tion. En plus de la satisfaction des consommateurs nîmois, cette solution permettrait aux petits producteurs de vendre dans de meilleures conditions, et surtout de ne plus dépendre du bon vouloir du négoce.

### Pas contents les grossistes !

En voyant le projet de marchés directs prendre de l'ampleur et bénéficier d'un large soutien populaire, les grossistes ont vite compris que leurs profits étaient en danger et qu'ils devaient réagir vite. Ils déclenchèrent une hargneuse campagne de presse en argumentant sur les mauvaises conditions d'hygiène de tels marchés (?), aidés, pour cela, par la Chambre de commerce. Mensonges et non-sens de leurs déclarations sont caractéristiques de leur volonté de faire avorter les initiatives populaires pour protéger leurs intérêts.

L'hostilité des commerçants s'explique moins. Ils auraient en effet leur place dans les circuits courts s'ils acceptaient le légitime contrôle des consommateurs. Mais l'affaire de Nîmes prouve une fois de plus, et nous le regrettons, que le CIDUNATI se bat plus pour ses privilèges perdus que pour l'intérêt des consommateurs.

### Un exemple à suivre

La détermination des consommateurs et producteurs nîmois à mettre en place des circuits alimentaires au service de la population et à l'abri des requins capitalistes doit servir d'exemple à tous ceux qui luttent pour le socialisme autogestionnaire. La mobilisation nîmoise prouve que beaucoup sont prêts à auto-organiser une politique alimentaire crédible. Mais les hésitations de la mairie (PC-PS) démontrent la nécessité du combat pour l'autogestion et pour le contrôle populaire, quels que soient les élus locaux.

Fabrice LAURENT ■

# les choses de la ville

## les locataires se rebiffent

Depuis quelques années on assiste à la multiplication des luttes de locataires contre la hausse des loyers et des charges et pour obtenir le contrôle de leur facturation.

Cette revendication prend de plus en plus d'importance alors même que les charges tendent à constituer maintenant un véritable deuxième loyer et que leur diversification est laissée au bon plaisir des propriétaires.

Le problème est que ces luttes sont éparpillées et menées localement alors que les questions qu'elles posent concernent l'ensemble des locataires. C'est pourquoi la nécessité d'un syndicat du cadre de vie est ressentie de plus en plus vivement par tous ceux qui se battent, qu'ils soient déjà organisés ou non, pour élaborer une plate-forme revendicative nationale et permettre l'articulation des luttes dans l'entreprise et hors de l'entreprise. Les deux textes publiés ci-dessous sont l'illustration de l'importance des luttes menées et de la nécessité d'une meilleure structuration du mouvement des locataires.

### autoreduction des charges à Créteil

Si l'on en croit la publicité, le nouveau Créteil est une grandiose réalisation, fruit de la rencontre des rêves futuristes du député-maire (général de surcroît) et de la « générosité » des banquiers. Le général et les banquiers réunis dans une société d'économie mixte (SEMAEC) dont 51 % des parts sont détenues par la commune, ont conçu le nouveau Créteil tel qu'il apparaît maintenant. Les logements ont été construits par des promoteurs privés, liés la plupart au groupe Paribas, par hasard certainement.

Malheureusement pour le général, les Cristolliens sont ingrats et ils n'apprécient pas ses efforts. Ces derniers temps, ils ont mal voté (56 % pour la gauche aux dernières cantonales) et ils s'opposent à la construction d'immeubles sur les derniers espaces libres (jardins ouvriers du quartier du Malaye ainsi qu'à « l'animation » que veut leur imposer la municipalité.

Certains vont même plus loin : ils refusent même de payer les augmentations de loyers et de charges alors que les loyers atteignent déjà le niveau parisien. C'est ce qui est arrivé dans deux tours HLM du quartier de la Croix-des-Mêches où résident 200 familles. Dans ces tours, propriété du foyer du fon-

tionnaire et de la famille (filiale de Paribas) les loyers et les charges ont augmenté de 100 % en moins de quatre ans : 440 francs pour un F3 en 1972, 870 francs en janvier 1976. Lors de la dernière hausse, l'association de quartier : Vivre à Créteil, qui avait déjà mené des luttes sur la consommation et l'animation culturelle, invita les locataires à une réunion. Au cours de cette réunion regroupant 60 % des résidents concernés, une amicale de locataires est constituée et le refus de la hausse des charges est décidé : celles-ci seront payées à l'ancien tarif. Tous réclament le droit de contrôle sur le cahier des charges alors que des différences importantes de charges existent entre les immeubles d'un même quartier.

Enfin la popularisation de la lutte a été prise en charge collectivement : contact avec d'autres associations de locataires, organisation d'une fête dans le quartier le 22 mai.

Cela fait maintenant quatre mois que la moitié des familles organise l'autoreduction des charges. Les trois premières rencontres avec le propriétaire ont été infructueuses, mais à la quatrième, il a été obligé de reconnaître qu'une partie des charges demandées était injustifiée (plus de 200 000 francs, soit au moins 1 000 francs par logement). C'est une première victoire qui a renforcé la détermination des locataires à continuer leur lutte.

Eric MEDRANO ■

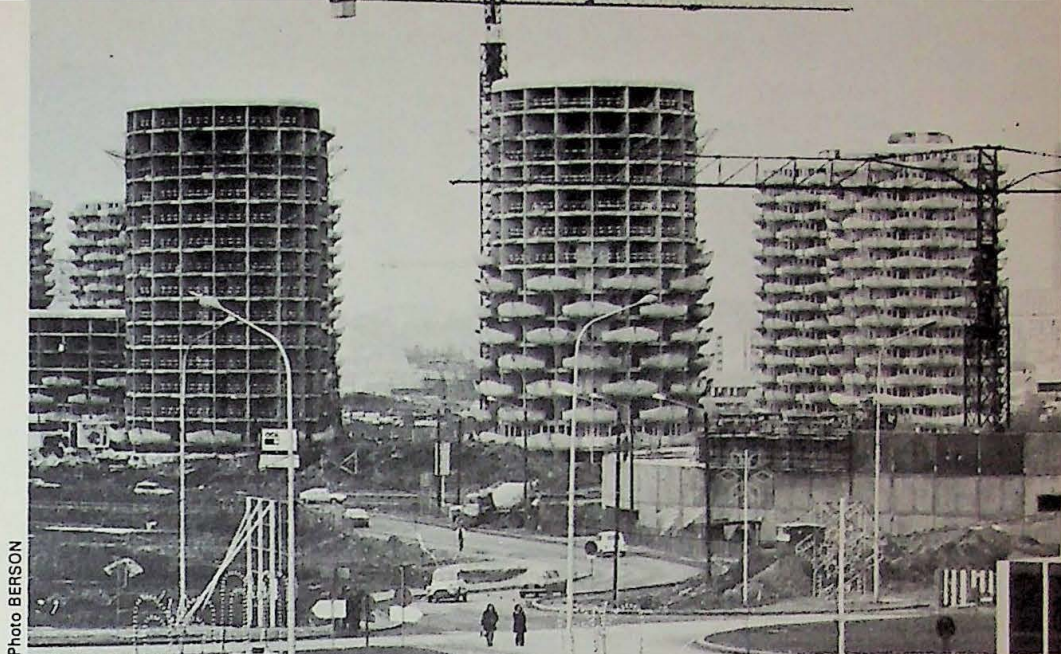


Photo BERSON

Les « choux » de Créteil

### refus collectif d'une hausse des loyers

Vitry est une de ces villes ouvrières de la région parisienne où le PCF est largement majoritaire. Son poids est d'ailleurs dominant dans la municipalité composée d'élus PC, PS et indépendants. Toutes ces caractéristiques font que, sur l'ensemble des logements existants, près de 10 000 appartiennent aux catégories dites « sociales » (PSR, PCR, HLM) et plus de 5 000 d'entre eux sont gérés par deux organismes « contrôlés » par la municipalité. L'office public HLM de la ville de Vitry et la Société d'économie mixte immobilier du sud-est (SEMISE) dans laquelle la municipalité est majoritaire et qui étend ses activités à Orly et bientôt à Arcueil.

Au début d'avril, les locataires du groupe Touraine, géré par la SEMISE, eurent la désagréable surprise de trouver dans leur boîte aux lettres un papier leur expliquant qu'en raison des difficultés actuelles et du déficit de gestion pour l'année 1975 de 80 000 francs, leur loyer serait majoré de 15 % à partir de ce mois.

Riposte des locataires et zizanie dans les appareils :

Habités à l'extrême lenteur des réactions de l'amicale (CNL), de nombreux locataires proposèrent de transformer une commission exécutive ordinaire de l'amicale en assemblée générale, ouverte à tous, membres ou non-membres de l'amicale.

Cette assemblée réunit une forte participation : 50 locataires présents sur 150 familles alors qu'habituellement une vingtaine d'entre eux venaient.

Devant la volonté des participants d'être informés, les militants du PCF durent abandonner la bataille de procédure qu'ils menaient : l'assemblée générale est illégale car non convoquée par la commission exécutive... et aborder le point essentiel : la hausse de 15 % des loyers. La surprise de tous fut grande d'entendre ces « militants » rivaliser dans leur soutien à la politique de la SEMISE : reprise de ses arguments, discours sur le combat commun de la SEMISE et des locataires et le comble fut atteint quand les membres du PCF expliquèrent qu'il était normal que le loyer augmente dans ces proportions étant donné l'augmentation du coût de la vie... calculée sur l'indice CGT certainement. Tout cela, pour eux,

n'était qu'une attaque contre la municipalité et ils obtinrent que l'assemblée décide le paiement du loyer majoré.

Un point avait tout de même été marqué : la convocation d'une nouvelle assemblée générale pour la semaine suivante. Le jour dit, quelle ne fut pas la surprise de nombreux locataires et de certains membres du bureau de la CNL de constater que les militants du PCF avaient invité, de leur propre initiative, le secrétaire fédéral de la CNL Val-de-Marne. Ces derniers recommencèrent les mêmes discours mais un véritable petit coup de théâtre allait éclater avec l'intervention du secrétaire fédéral : celui-ci, en effet, reprocha au bureau de l'amicale son attitude, du fait qu'il développait des positions contraires à l'orientation de la CNL, c'est-à-dire refus de toute hausse de loyer. Il alla même plus loin en reprenant les arguments « des minoritaires » de la précédente assemblée en déclarant que la SEMISE n'était qu'un organisme de gestion et que les locataires n'avaient pas à faire les frais de ses difficultés. Enfin, il annonça soutien de la CNL fédérale si une majorité refusait l'augmentation des loyers.

Son intervention permit l'élaboration d'un questionnaire demandant à la SEMISE la non-application de la hausse et proposant de refuser le versement de l'augmentation.

La distribution au porte-à-porte du questionnaire permit de constater que 80 % des locataires étaient d'accord pour payer le loyer sans augmentation et que la situation de nombreux résidents était précaire.

Malgré la détermination des locataires, la SEMISE n'a pas l'intention de revenir sur la hausse et sa seule proposition est l'organisation de manifestations à la préfecture ou au ministère, avec la participation des notables, pour obtenir une subvention d'équilibre.

Aujourd'hui l'épreuve de force est engagée. Face à la SEMISE, le problème est de savoir si l'ensemble des locataires concrétisera d'une manière unitaire la décision prise de refuser toute hausse. C'est pourquoi la bataille pour un fonctionnement démocratique est essentielle : tenue d'assemblées générales ouvertes à tous et prises de décisions collectives lors des assemblées. Cette lutte des locataires du groupe Touraine est d'autant plus importante qu'elle prend peu à peu valeur de test pour l'ensemble des résidents à Vitry.

Jean-Marie RENAULT ■

et pourtant  
elle tourne...

## une maison blanche dans la campagne

**Or donc, le vaillant Giscard enfourchant son célèbre Concorde s'en était revenu du Nouveau Monde. Là-bas il avait su trouver les accents nouveaux de rengaines anciennes pour pourfendre les ennemis de l'Occident. Ainsi l'Italie devra être boutée hors de la communauté européenne si les communistes parviennent au pouvoir. Ainsi, a-t-il voulu prêcher une nouvelle croisade pour chasser l'infidèle du Liban, avec le grand succès que l'on sait. La gestuelle gaulliste ne réussit pas à qui veut. Et les relations franco-américaines ? Ce n'est pas ce vif sujet qu'a retenu une opinion publique amusée, voire narquoise. Il faut dire que Ford, nonobstant ses succès aux primaires du Michigan, du Tennessee et du Kentucky, n'a pas encore été fait président et ne pouvait donc s'engager. Alors on a causé, amusé la galerie, fait des mondanités de toute sorte pour redorer le blason quelque peu terni d'une France considérée comme puissance moyenne. Maigre butin d'une entreprise qu'on annonçait comme mirobolante. Alors les discours de Giscard en terre d'Amérique, dans la langue même du pays, prennent valeur de symbole. Il s'agit d'un nouvel acte d'allégeance à l'impérialisme dominant. *TS* publie cette semaine la fin de l'étude de Marc Chennétier sur les enjeux de la campagne électorale aux USA.**

Du côté des Démocrates, les choses ne sont pas si simples : c'est que le parti majoritaire au Congrès contre lequel Ford guerroyait à coups de veto depuis le départ de Nixon, porte en son sein plus d'une ambiguïté. Il y a d'abord les candidats avoués : de Henry Jackson à Morris Udall, il y a plus de distance que de Ford à Jackson. De Wallace à Church, un monde plus vaste que celui qui sépare Carter de Ford, etc. Mais il est illusoire de vouloir classer ces candidats sur un éventail allant d'une droite à une gauche que des critères européens définiraient : sauf Udall qui, représentant l'aile « gauche », libérale, de son parti, n'a que de faibles chances et peut par conséquent parler clair, au risque, comme McGovern en 1972 de ne plus rassembler qu'un faible pourcentage des voix, tous les candidats évoluent avec une grâce variable sur les eaux de la démagogie. Le riche planteur de cacahuètes, Jimmy Carter, dont le populisme peut s'accommoder et d'ouvertures libérales

et de « faux-pas » réactionnaires, oscille depuis des mois, avançant dans la course à l'investiture au prix de déclarations floues et de discours contradictoires. C'est, malheureusement pour lui, au moment où il lui faudrait préciser sa ligne qu'il commence à commettre de monstrueux impairs : une déclaration raciste rectifiée à la hâte, la dénonciation des politiciens professionnels et des « gens de Washington » alors que son investiture dépend pour une large part de l'appareil de son parti, l'énoncé fumeux de théories économiques mal maîtrisées. Ses divers et considérables succès (Pennsylvanie, Texas) semblent pourtant le désigner pour l'investiture. Shriver est pratiquement hors course et Birch Bayh, libéral lui aussi, s'est retiré.

Restent, à l'heure qu'il est, Wallace, Jackson et Church. On ne peut pas dire grand-chose des chances de ce dernier : son image est « propre » et sa réputation, de colombe et de dénonciateur des basses œuvres du



pouvoir, établie. Il fut signataire, pendant le conflit vietnamien, avec McGovern, d'amendements tendant à la paix. C'est dire, par comparaison, ses chances, quand on sait que tout candidat démocrate non soutenu par les syndicats va à l'échec : or, l'AFL-CIO de George Meany fut des plus bellicistes. Wallace, réactionnaire connu, infirme depuis un attentat en 1972, a naturellement ses chances dans une situation de crise ; mais il semble douteux qu'il fasse plus que grouper sur son nom les voix des mécontents du Sud et des Etats où des problèmes raciaux se sont fait jour, appoint indispensable au futur élu. D'où naturellement, la force d'attraction qu'il exerce sur la rhétorique des autres candidats.

Quant à « Scoop » Jackson, sa renommée est ancienne : originaire du Nord-Ouest et lié au secteur de l'aéronautique, c'est lui qui est responsable du marché conclu avec l'URSS : départ libre des Juifs contre céréales américaines. Une surprise, dans les primaires de New York : ce sioniste militant n'a pas fait le plein des voix juives, très importantes dans cet état. Son isolationnisme économique forcené lui vaudra certainement une assez large audience, même si les résultats des dernières primaires l'ont contraint à se retirer des suivantes.

Mais dans tout cela, les noms comptent moins que les réalités : les Etats-Unis sont à la recherche d'un renouveau, d'une issue à la crise sociale, politique, économique et psychologique qui les traverse ; le redéploiement de l'impérialisme est en cours sur un mode moins voyant ; le bicentenaire offre l'occasion d'un « overhauling », d'une « révision » psychologique, d'un réconfort apporté à l'opinion et à l'inconscient national.

### du cow-boy au vaisseau spatial

Nul doute que des pans entiers de la population désirent parfois sincèrement revenir aux principes d'un

Jeffersonisme réaménagé, dont tout le monde d'ailleurs se réclame. Le tragique consiste ici en ce que nul n'est prêt à mettre en cause le niveau et le style de vie atteints au prix d'une exploitation sans frein des ressources mondiales ; aucun politicien ne sera élu sur la base d'un changement radical de politique en 1976. Adopter un petit Vietnamien est une chose ; mettre en cause la logique qui l'a rendu orphelin en est une autre. Deux cents ans après leur indépendance, un siècle après les grands mouvements sociaux de l'ère des « Barons Brigands » et les grèves insurrectionnelles de 1877, les Etats-Unis d'Amérique sont condamnés à s'enfoncer dans leurs certitudes.

De 1959 à 1968, les Etats-Unis ont consommé plus d'énergie que le monde entier depuis le début des temps à 1959. Sur 100 produits miniers utilisés par les Etats-Unis pour leur industrie, 12 seulement proviennent de leur sol. Un jour sans doute le tiers monde frappera plus fort à la porte. Peut-être alors un candidat à la présidence des USA aura-t-il le courage de se présenter sur le programme résumé dans la formule riche de Kenneth Bolding : « *Il faut passer d'une économie de cow-boys à une économie de vaisseau spatial* ».

D'ici là, les forces de progrès aux USA continueront sans doute de travailler à l'instauration d'îlots politiques et sociaux différents, et à mettre en œuvre, comme par le passé, des merveilles d'ingéniosité pour « battre le système ». Mais à l'extérieur nul ne semble en droit d'attendre grand changement de ces élections.

Paul Goodman, libertaire et autogestionnaire convaincu, disait, — est-ce là la mesure des possibilités du combat politique aux Etats-Unis ? — « Le but de la politique est d'accroître l'autonomie » (*Little Prayers and Finite Experience*). Une chose est certaine : à entendre les discours politiques en 1976 aux USA, on meurt d'envie de prendre ses distances...

Marc CHENETIER



# et pourtant elle tourne...

## Cisjordanie : répression ou dialogue

Une délégation de l'OLP composée du Dr Ahmed Hamzeh, membre du Comité central du Front national palestinien, de Louthya Hawaoui et de Hanna Nasser a été reçue au siège du PSU, le 21 mai. Ces trois militants ont été expulsés de Cisjordanie par les autorités d'occupation israéliennes.

Une longue discussion, très fraternelle, a permis d'approfondir l'information sur la situation réelle en Palestine et en particulier en Cisjordanie.

Les élections en Cisjordanie : une très importante victoire politique de l'OLP.

En effet, les dirigeants israéliens ont voulu miser sur de « bonnes élections » — c'est-à-dire pour permettre l'élection « démocratique » de notables collaborateurs, défavorables à l'OLP. L'attitude de l'Egypte après les accords du Sinaï, la situation au Liban paralysant la résistance palestinienne, les veto des Etats-Unis au Conseil de sécurité permettaient d'envisager, comme pour les élections de 1972, une non-participation du Front national palestinien aux élections. Finalement, le FNP, partie intégrante de l'OLP, a participé activement à la campagne électorale, remportant 80 % des élus. Prises de court, les autorités israéliennes ont essayé toutes sortes de pressions et manœuvres indirectes pour éviter la défaite. Les méthodes trop directes auraient enlevé toute valeur aux élections. Après les pressions sur les élus ont continué, et on a même procédé à des expulsions, tel Ahmed Hamzeh, tête de liste à Hébron. En réalité, la victoire électorale du FNP en Cisjordanie vient couronner tout un travail de masse entrepris par les militants palestiniens du Front depuis 1967-1968. Cette victoire est irréversible.

### la politique coloniale poursuivie

Il existe déjà seize kibboutzim en Cisjordanie qui ont été construits officiellement pour des raisons de sécurité ; actuellement, un mouvement sioniste — le bloc de la Foi —

veut installer des colonies sur la base des droits « historiques » du peuple juif. Cette terre appartenant au peuple juif, les Arabes qui y sont aujourd'hui s'y trouvent accidentellement ; on peut donc s'installer comme on veut y compris sans autorisation du gouvernement... Or, le gouvernement israélien ne veut pas prendre de décision sur ce point fondamental : la Knesseth — parlement israélien — a simplement proposé à ceux qui s'étaient établis près d'Hébron et de Kaddoum, d'aller s'installer ailleurs, mais toujours en Cisjordanie...

En réalité, le gouvernement ne

veut pas prendre de décision, il laisse faire, estimant avoir le soutien inconditionnel américain.

En réalité, en Israël, trois positions se dégagent :

— la première est représentée par les partis de droite, le Koud et Hérou, qui veulent intensifier le mouvement pour les colonies de peuplement dans les territoires occupés ;

— la seconde, c'est la gauche, le PC, Raka, la gauche du Mapam et d'autres forces démocratiques qui sont idéologiquement contre cette colonisation ;

— la troisième, la plus hypocrite, c'est celle du gouvernement qui sans prendre de positions officielles, veut contenter les extrémistes du Likoud pour des raisons électorales ; c'est la position la plus dangereuse.

On voit à ce niveau que l'action de la gauche israélienne est très positive — une manifestation du MAPAM contre la colonisation a réuni 20 000 personnes — et qu'elle va dans le sens à la fois de la lutte palestinienne et des intérêts des Israéliens, car la construction de ces colonies freine toute recherche de la paix, encourage les extrémistes israéliens de tout poil, et fait peser la menace d'une nouvelle guerre.

Dans ce contexte, le FNP estime possible et souhaitable d'organiser

des colloques et des réunions en Israël même, à Tel-Aviv ou à Haïfa, avec des personnalités de la gauche israélienne.

En ce qui concerne les récentes déclarations de Mendès-France, malgré les allusions concernant le caractère vraiment démocratique des élections, on peut estimer que ces déclarations reflètent l'inquiétude et le déclinement de ceux qui, attachés à l'Etat d'Israël, sont cependant inquiets de la répression qu'il continue à mener, de manière systématique (confiscation de terres, expulsions de citoyens, tortures, répression meurtrière des manifestations). Ces déclarations, contrairement à ce que prétend Josette Alia dans *le Nouvel Observateur*, ne sont en aucune manière considérées comme négatives par l'OLP, mais reçues avec satisfaction car elles permettent de mieux faire comprendre — aux Etats-Unis et aux dirigeants d'Israël — qu'il n'y a pas de règlement possible sans satisfaire les droits nationaux du peuple palestinien à commencer par reconnaître l'OLP comme seul représentant légitime du peuple palestinien. Toute initiative en ce sens en Europe occidentale ne peut être qu'accueillie favorablement.

Bernard RAVENEL  
et Alain TLEMCEN ■

## Liban : la claquette...

Quel que soit l'angle sous lequel on le considère, le projet d'intervention militaire du gouvernement français au Liban exprime la plus réactionnaire des politiques.

En faisant cette proposition aux USA, Giscard montre à quel point le rôle de la France, particulièrement en Méditerranée, est celui d'un impérialisme secondaire relayant l'impérialisme américain là où il ne peut intervenir directement.

Il se peut aussi que Giscard ait cherché là un moyen d'affirmer sa volonté d'être présent à toute conférence internationale sur les problèmes de la région.

Il ne faut pas non plus négliger la visée intérieure de l'initiative. Comment ne pas y trouver la justification d'une loi de programme militaire rééquilibrant les forces nucléaires ? Comment ne pas y trouver la volonté de détourner l'attention des missions à usage interne qu'il confère à l'armée en lui inventant des objectifs extérieurs ?

Mais cette initiative est un pétard mouillé qui discrédite un peu plus le gouvernement français dans les pays arabes.

La plupart sont sceptiques quant à l'opportunité de cette initiative. Au Liban seules les phalanges ont applaudi.

Sur le plan strictement militaire on peut dire qu'après la cuvette de Dien Bien Phu et les pitons rocheux du bled algérien, l'armée française ferait la triste expérience des gorges profondes du Liban ! Guy Mollet avait perdu à Suez après avoir envoyé son armée, Giscard a perdu au Liban avant de l'y faire partir.

Au Liban même, la situation est toujours dans l'impasse. Le gouvernement « légal » qui pourrait appeler l'arbitrage de la France n'a pas plus de pouvoir après l'élection d'Elias Sarkis par les députés de droite et les autres qui avaient été « convaincus » par les arguments du gouvernement syrien. La Syrie a essayé d'imposer une issue institutionnelle au conflit en faisant élire son candidat, en privilégiant pour sa

propre raison d'Etat, le soutien tactique à la droite libanaise.

Mais la Syrie ne pouvait, malgré ses essais à Beyrouth et à Tripoli, imposer ses vues sur le terrain sans s'engager dans une lutte militaire et politique totale et dangereuse contre la gauche libanaise et une partie de la résistance.

La raison d'Etat qui a amené la Syrie à s'engager aux côtés des chrétiens l'empêche aussi de s'engager trop loin. Dès lors, la situation est de nouveau dans l'impasse, malgré les propositions de table ronde faites par la gauche et acceptées par Sarkis.

La droite joue toujours le pourissement et l'internationalisation du conflit, le refus de Frangé de démissionner malgré l'élection de son successeur en est l'illustration.

Le monde arabe est lui aussi très divisé sur la question, comme sur la question palestinienne.

Au Liban l'heure est encore à la guerre de tranchée.

Jean JULLIEN ■



Photo AFP

# Grèce - Turquie : risque de guerre !

La situation est très critique entre la Grèce et la Turquie. Les manœuvres de l'OTAN en mer Egée ont créé un climat de tension. L'armée turque participe à ces opérations et les Grecs ont renforcé leur présence militaire dans les îles. La mobilisation générale est latente en Grèce ; la télévision et les journaux la préparent ; le peuple est prêt à l'affrontement. L'unité nationale est réalisée entre tous les partis politiques face à une éventuelle attaque turque. En effet, le gouvernement fasciste d'Ankara se montre de plus en plus menaçant. Il refuse toujours la résolution de l'ONU pour régler la question de Chypre, qui prévoit une solution de type fédéral, avec un gouvernement central fort et indépendant (Makarinos) et deux régions autonomes sur les problèmes culturels et religieux.

La Turquie réclame le droit d'exploiter les gisements de pétrole récemment découverts dans la zone grecque de la mer Egée. Au niveau militaire, son infériorité en matériel aérien vient d'être compensée par l'engagement de l'exécutif américain de livrer des chasseurs bombardiers et des hélicoptères en échange de l'utilisation permanente et garantie des bases militaires turques (le chantage avait duré un an et finalement Ankara avait fermé ses

## 800 000 dollars

*Kissinger vient de passer un accord avec Karamanlis, celui-ci prévoyant la garantie des bases militaires US en Grèce (bases nucléaires en Crète, notamment) contre 800 000 \$ en matériel militaire. Ainsi « Dear Henry » maintient le statu quo, les Républicains ne pouvant se permettre d'assurer un nouveau conflit avant les élections de novembre. Mais la poudre peut toujours sauter, le problème reste entier et cette nouvelle tractation ne fait que confirmer son existence.*

bases). Face à cela, Karamanlis vient de recevoir en l'espace de trois semaines le président de Bulgarie, Ceausescu de Roumanie ainsi que le chef de l'armée yougoslave, poursuivant ainsi son « ouverture » sur les Balkans en vue, notamment, de parvenir à un accord militaire. D'autre part la presse de droite d'Athènes vient d'interpeller le nouvel ambassadeur soviétique pour que son pays prenne position, fait exceptionnel en Grèce. Mais bien sûr, cette situation doit surtout s'analyser en fonction de la stratégie impérialiste américaine.



Photo Robert COWEN/AGIP

Une voiture blindée des Nations unies patrouille sur la route de Jirasol-Nicosie.

Contrôle du Moyen-Orient et surveillance de la mer Noire sont les objectifs prioritaires en Méditerranée orientale pour l'impérialisme, mais les marchés intérieurs et les richesses naturelles des pays du pourtour du bassin pèsent également dans la balance pour choisir les « partenaires » privilégiés ; l'exemple de l'Égypte le montre bien et les relations entre Washington et Ankara-Athènes en dépendent également. En effet, comment les Américains peuvent-ils concilier les intérêts militaires et économiques entre ces deux pays lorsque l'État turc se montre à nouveau dominateur et que le peuple grec refuse la présence US ; le problème est contradictoire, la solution toujours sanglante.

Le coup d'Etat manqué à Chypre en juillet 1974 fomenté par la CIA

avait pour but la disparition de Makarios et la partition de l'île en deux zones indépendantes, ce qui aurait permis l'implantation de bases nucléaires. Les résultats on les connaît : des milliers de morts, 200 000 réfugiés cypristes grecs dans des camps de toile depuis deux ans, l'occupation de 40 % de l'île par l'armée turque qui en profita pour l'envahir facilement, la chute des colonels d'Athènes qui permit la mise en place du compromis Karamanlis.

## « moi ou le chaos »

Mais celui-ci, accueilli et ovationné par les foules devra mettre en place une ouverture démocratique sous la pression populaire. Les luttes sociales « éclatées » mais dures et la montée de la conscience anti-impérialiste mettent le premier ministre, élu sur le slogan **moi ou le chaos**, dans une position difficile, et il risque de se trouver acculé à demander le départ des forces US du Pirée et des bases crétoises.

Seulement, les forces sociales qui le soutiennent sont divisées. Deux courants se distinguent : une bour-

geoisie « compradore » ultra-réactionnaire liée aux fascistes et une bourgeoisie moderniste qui joue la carte « marché commun ». A

moyen terme, Karamanlis est condamné s'il ne résout cette contradiction. Cela supposera alors de sa part une rupture avec la droite dictatoriale et une ouverture vers l'Union du centre : force d'opposition qui rassemble une autre partie de la bourgeoisie moderniste et des couches moyennes. Sinon une majorité de gauche, avec, à sa tête, Andréas Papandréou pourrait bien s'affirmer, même si la division est encore la caractéristique essentielle des forces de gauche.

Les Etats-Unis ont intérêt à un conflit turco-grec, qui entraînerait la partition de Chypre et d'autre part pourrait permettre en Grèce un retour des militaires, alliés pour les besoins de la cause aux monarchistes et au roi (27 % aux élections !). L'unité nationale est provisoirement réalisée face à une éventuelle agression impérialiste. Seule une mobilisation internationale sur Chypre pourrait éviter ce conflit. Malheureusement Chypre est lointaine et la Grèce est avant tout synonyme de « vacances-soleil » ; c'est pourquoi nous devons lever le voile de l'information et soutenir l'EDEK de Chypre et toute la gauche grecque

dans son combat anti-impérialiste combat de l'Europe du sud.

J. SATRE ■

## Panagoulis : des éléments accablants

*Alexandre Panagoulis, député grec de centre gauche, héros national pour avoir essayé de tuer Papadopoulos pendant la dictature, a été assassiné par les fascistes grecs complices d'Averoff, ministre de la Défense de Karamanlis dans ce gouvernement de compromis. En effet, les éléments accablants s'accumulent pour démontrer la thèse de l'accident et prouver que le député était sur le point de faire des révélations mettant en*

*cause Averoff et la CIA grecque dans l'affaire de Chypre et le rôle déterminant qu'ils ont joué, et cela à la veille d'une troisième série de procès. Cet attentat ne fait qu'accentuer la déstabilisation de la vie politique grecque engagée depuis quelques mois, tendant à prouver que la « démocratie » c'est dangereux, et que des militaires seuls peuvent assurer le calme social !...*

ZEI ■

# luttons en classes

## étudiants, travailleurs, même combat

**Un spectre hante les facs : le spectre des examens. Les solutions les plus diverses sont proposées, du boycottage à l'examen collectif, sans toujours attaquer le problème à la racine, c'est-à-dire en permettant une réflexion sur le rôle économique et social du diplôme.**

**Celui-ci, en effet, n'a pas de « valeur » en soi, contrairement à ce qu'on tend à nous faire croire, toutes tendances mandarinales confondues : la patronat a bien montré que pour lui les diplômes n'étaient que chiffons de papier.**

**Cela a ouvert les yeux à de nombreux étudiants qui se posent aujourd'hui pour la première fois le problème des examens comme un objectif de lutte, faisant ainsi pièce au rôle d'épouvantail qu'ils sont sensés avoir eu.**

Cette première atteinte aux examens doit se systématiser et s'approfondir ; ceux-ci sanctionnent et confondent deux choses : une qualification certes, mais aussi, à travers elle, un statut hiérarchique. Plus on s'élève dans l'échelle universitaire, plus l'examen sanctionne le second aspect au détriment du premier : ainsi l'agrégation est un titre dont la seule valeur est hiérarchique tandis que les DUIT ou même les nouvelles MST sanctionnent une qualification à prestige social faible. Passer sous silence cette contradiction revient à assimiler hiérarchie et qualification et cela a deux conséquences, fausement opposées : soit la défense d'une qualification dont on assume la prétention hiérarchique, ce qui revient au refus d'une remise en cause de la division sociale du travail, soit on nie que le diplôme universitaire sanctionne aussi une qualification propre et on se condamne à ne parler qu'abstraitement du droit à l'emploi et à n'avoir qu'une critique idéologique et verbale de cette division du travail.

### élargir la lutte

Les examens ne sont donc pas qu'une question de légalité qu'il s'agirait soit de subvertir, soit de respecter, suivant les buts qu'on se fixe et l'appréciation qu'on a du rapport des forces. Ils posent le problème du rôle de l'appareil scolaire dans la reproduction des rapports de production capitaliste. La réponse ne peut venir que d'une intervention des travailleurs sur l'école, de l'ou-

verture d'un front de lutte sur les problèmes de la division sociale du travail. Les luttes antihierarchiques, les luttes sur les classifications sur la formation permanente permettent une jonction concrète avec les luttes étudiantes pour le droit à l'emploi, pour l'ouverture de l'Université à

*Pour des militants qui luttent pour l'autogestion socialiste, parler de « l'école socialiste » est un non-sens : se battre pour l'instauration du socialisme, c'est se battre pour la destruction de l'Etat bourgeois — donc de l'ensemble des appareils d'Etat mis en place par la bourgeoisie pour assurer son propre pouvoir... L'école fait partie de ces appareils, faut-il le rappeler ? Les enseignants, en tant que corps spécialiste coupé de toutes activités de production, sont eux aussi appelés à disparaître. Mais, il ne s'agit pas de s'en tenir à ces rappels et de se contenter d'appeler à la destruction de l'école !*

*Dès maintenant, les luttes à impulser contre cette institution sont porteuses du projet de société ; se battre pour le contrôle populaire sur la formation, c'est se battre pour qu'à terme la classe ouvrière instaure son hégémonie sur l'ensemble de la vie sociale, et donc sur la définition même de la formation, sur les rapports entre formation et*



Photo FRI ET

tous sans conditions de diplômes, contre toute forme de solutions, pour une formation permanente et critique sous contrôle syndical à tous les moments de la vie. La possibilité, par un contrôle populaire sur l'école, de mettre en échec le pouvoir institutionnel diffus qu'elle exerce pose à la fois les bases pour un système de formation différent et invite à élargir la lutte en direction du pouvoir central.

### quatre ans entre quatre murs

Car si le gouvernement est aujourd'hui minoritaire électoralement, il est encore fort de tous ces pouvoirs institutionnels à travers lesquels la bourgeoisie exerce son hégémonie sur la société. C'est pourquoi il est illusoire de penser qu'une extension des luttes suffirait à le mettre en question, de même qu'il est illusoire de croire qu'une victoire électorale déposséderait *ipso facto* la bourgeoisie de son pouvoir. Ceux qui se sont servis de la lutte étudiante pour des manœuvres politiciennes, soit en tentant de l'étouffer, soit en cherchant à faire pression sur les partis du programme commun n'ont pas seulement empêché le développement du mouvement de masse, mais ont fait

un mauvais calcul politique. Car l'alternative politique, ce n'est pas le seul problème du gouvernement : assimiler tout le pouvoir à une instance juridico-répressive dont celui-ci serait le sommet, amène à toujours osciller entre l'électoratisme et le putschisme. Le Portugal est là pour nous rappeler que ce choix mène à l'impasse. L'alternative politique c'est la construction d'un bloc social offensif qui puisse, dès aujourd'hui, faire de toutes les institutions des lieux de contradiction, des lieux de contre-pouvoir, et assurer dans cette lutte une nouvelle hégémonie, celle de la classe ouvrière.

Le mouvement étudiant contre la réforme du second cycle a permis un moment la construction d'une telle unité populaire. A la base, des actions communes étudiants et travailleurs ont pu parfois être menées. Mais leur jonction durable et offensive demande autre chose que des forums avec des travailleurs en grève. Seul un syndicat anticapitaliste de masse peut rassembler les étudiants et réaliser une jonction durable avec les travailleurs. C'est la tâche que s'est fixée le MAS. Il s'en explique plus loin. Espérons qu'il arrivera à sortir les étudiants du ghetto où ils passent quatre ans entre quatre murs.

Joël ROMAN ■

## école et autogestion

*emploi (qui les détermine ?), sur le contenu d'une formation continue accessible à tous les travailleurs en fonction de leurs propres besoins et non de ceux du patronat.*

*Tout ce qui — dès maintenant — permet une intervention des travailleurs sur l'école, de façon collective en tant que travailleurs et non en tant que parents soucieux de l'intérêt individuel de « leur » enfant, est donc partie prenante d'une stratégie autogestionnaire : par exemple, les reclassifications effectuées par le patronat de la métallurgie et de la chimie, posent concrètement le rapport formation — emploi et le contrôle par les travailleurs de leur propre formation, et de leur place dans la production. Les propositions du MAS de définir les étudiants comme des travailleurs en formation permet de repenser entre travailleurs et étudiants les liens entre la formation initiale dans la reproduction des rapports sociaux.*

*De même, les luttes menées dans les quartiers sur les effectifs des classes, la sélection, les constructions de maternelles, la gratuité réelle des fournitures scolaires et l'utilisation par tous des locaux scolaires sont, dans leurs formes mêmes, significatives. Et elles débouchent, à moyen terme, sur : pourquoi des manuels ? Pourquoi tel type d'enseignement ? Pourquoi une école coupée de toute activité sociale ? Parce qu'elles touchent profondément à ce pourquoi l'école est faite : assurer la reproduction des classes sociales, assurer la diffusion de l'idéologie dominante.*

*Information hors de l'école, débats les plus ouverts possibles sur l'école, détermination d'objectifs de « décloisonnement » et prise en charge collective dans les quartiers, à la campagne, etc., par les travailleurs, sont les conditions de l'instauration d'un contrôle populaire sur la formation et s'inscrivent dans une stratégie autogestionnaire.* ■



Photo P. FRILET

## 2<sup>e</sup> cycle : histoire d'une lutte

Indiquons tout de suite que la lutte contre la réforme du deuxième cycle ne concerne qu'une partie des enseignants...

Sans doute faut-il rappeler que les directions syndicales enseignantes — SNEsup et SGEN — n'ont pas attendu le mouvement étudiant pour prendre position sur l'arrêté du 16 janvier 1976 de réforme du deuxième cycle et le condamner.

Pour le SNEsup, le problème était posé dans les journées nationales d'action — même si ce n'était pas le seul point avancé au cours de ces journées, et même si les formes de « luttes » peuvent aisément être qualifiées de bien traditionnelles et de peu mobilisatrices... Le SGEN, lui, dans sa décision de grève administrative, avançait la nécessité de se battre pour la garantie de l'emploi et la titularisation des auxiliaires et vacataires de l'enseignement supé-

rieur dont la liquidation est programmée par l'arrêté et les circulaires d'application. Les deux syndicats engageaient leurs élus dans les organismes de participation à bloquer toute élaboration de maquettes (mise en place de filières de formation du deuxième cycle appliquant la réforme) et transmission de ces maquettes au secrétariat d'Etat.

Une fois faits ces rappels « chronologiques », force est bien de constater que les enseignants, sauf

quelques cas isolés, ne se sont vraiment sentis concernés et n'ont compris qu'il leur fallait se battre qu'une fois développées les luttes étudiantes. C'est d'ailleurs le contraire — que les enseignants puissent se battre de façon durable sans que les étudiants se soient déjà déterminés — qui serait exceptionnel...

### une lutte collective

Les appels — réitérés — des coordinations nationales étudiantes à la grève générale de l'Université semblent avoir été entendus, du moins en partie : à partir de la rentrée des congés de printemps, un nombre important de sections syndicales SNEsup ont voté la grève, le SGEN sup, quant à lui, appelant nationalement à une grève d'une semaine reconductible. Le point de clivage central entre les deux organisations a été la reconnaissance du mouve-

ment étudiant, organisé dans ses coordinations nationales. Pour le SNEsup, au niveau national, l'UNEF est restée la seule organisation étudiante patentée ; le SGEN a reconnu les structures de discussion et de décision dont se dotait le mouvement étudiant, et a pris la parole dans plusieurs des coordinations nationales étudiantes.

Une attitude aussi opposée quant au mouvement étudiant n'a pas empêché les deux coordinations nationales enseignantes d'Amiens et de Jussieu d'envoyer une volée de bois vert — de la part de la base — aux deux directions syndicales.

Dans cette lutte collective contre la réforme, deux faits importants se sont produits. Le premier, qui précède le début des luttes enseignantes, est la constitution du comité de coordination nationale des vacataires de l'enseignement supérieur qui regroupe syndiqués et non-syndiqués, et dont l'importance



Photo F. CHOINSKA/ADJA

## Assas... « fac calme »...

Pourquoi, alors que le mouvement étudiant contre la réforme du deuxième cycle s'est étendu à toute l'université en France, Assas (Paris II) est-elle restée l'une des seules facultés où « l'ordre » ait régné ?

L'explication se résume en trois mots : fascisme, violence, silence.

### fascisme

Terrifiant, le hall d'Assas, un modèle du type ! « Chili, un exemple à suivre » ; « Franco, le dernier homme de l'Occident » ; « Gens de gauche et marxistes de tout poil, ne vous cassez pas la tête, on s'en charge » ; « Goebbels, on finira le travail » ; « Juifs, au four » etc. Les auteurs et maîtres des lieux ? L'extrême droite 76, c'est-à-dire :

**Le GUD** : (Groupe union défense) milice armée issue de l'organisation dissoute Ordre Nouveau et du PFN dont certains membres collaborent avec le ministère de l'Intérieur.

**Le GAJ** : (Groupe action jeunesse) tout aussi dangereux, militant pour un fascisme pur et dur.

**L'UNI** : Syndicat étudiant créé par le SAC, Service action civique (cf. : B... comme Barbouzes).

**La CORPO** : Syndicat étudiant se

déclarant « apolitique et antimarxiste » (sic).

Aujourd'hui, les sus-nommés contrôlent entièrement Assas. Toutes les organisations syndicales et politiques de gauche sont interdites « de fait ». Tout affichage est dangereux, se réunir est une action-suicide. Les panneaux ont flambé, les locaux explosés...

### violence

Elle s'exerce tout d'abord à l'intérieur d'Assas contre tous ceux ou celles qui tentent d'ouvrir la bouche au nom des organisations démocratiques ou à titre individuel. Délations, diffamations, fichages, purges dans les TD et surtout agressions violentes et répétées, sont lots communs à Paris II. Armés, ces groupes fascistes le sont. Agressés(ées), témoins, ainsi que les ser-

vices d'urgence des hôpitaux Cochin et Laennec peuvent témoigner sur l'usage des barres de fer, fléau japonais, coup de poing américain, bottes ferrées, etc. De plus, Assas est la plaque tournante de toutes les actions fascistes sur Paris : descentes dans les lycées et facs, attaques des permanences des partis de gauche ou d'extrême gauche et des militants.

### silence

Le silence est lié à la menace constante qui plane dans cette fac, à la peur de la répression, au désir de ne pas se faire repérer, au « diktat fasciste » qui s'étend même sur l'administration. Une administration timide et paralysée qui, pour « détourner » les « interdits de séjour » décrétés par le GUD contre certains étudiants de Paris II, ne trouva rien

de mieux que la création de cours et TD par correspondance... Le corps enseignant lui-même, à quelques rares exceptions près, se terre et ferme les yeux. On se tait à Assas ou alors on chuchote. Parler haut, c'est prendre des risques.

Assas est-elle une exception, une anomalie, un phénomène isolé ? Ce serait faux de le croire. Assas est bien le bastion de l'extrême droite, mais plusieurs autres universités connaissent aujourd'hui à Paris et en province des tentatives sérieuses d'implantations fascistes (Sceaux, Dauphine, Clignancourt, Aix...) et il y a fort à parier que celles-ci vont se multiplier dans les deux années à venir. Il ne faut pas se leurrer. L'extrême droite se prépare aussi à l'éventualité d'un gouvernement de l'Union de la gauche après les législatives de 78.

Collectif antifasciste des étudiants d'Assas

dans l'ensemble des luttes est extrêmement grande. Le deuxième a été la prise de position des 35 présidents d'université exigeant l'abrogation de l'arrêté, à relier à la réunion des universitaires à Orsay, soutenue par le SNEsup qui illustre fort bien l'attitude de ce syndicat envers les organes de participation mis en place par la loi d'orientation de l'enseignement supérieur de 1968.

### des contenus à redéfinir par l'ensemble des travailleurs

Pourtant, un tel accent, mis sur la légalité et la responsabilité, n'explique pas totalement le recul précipité de la direction du SNEsup. Dès la « négociation » des présidents d'université avec Alice Saunier-Seïté : 8 points avancés, 3 refus ca-



tégoriques ; sur les 5 autres, répétition par la secrétaire d'Etat, du texte de l'arrêté ; une seule promesse en l'air, d'ordre financier... ce qui suffit (!) au bureau national du SNEsup pour chanter victoire et appeler à retourner dans les universités. Sans doute le seul rappel que les universités pouvaient demander la reconduction des habilitations des filières de deuxième cycle a-t-il été analysé comme un recul d'ensemble du gouvernement...

En fait, les problèmes posés par la grève et par le mouvement étudiant ont été fort peu explicités : quel contenu des grèves ? Quels objectifs ? Et c'est là qu'on touche de plus près aux différentes analyses — de l'Université et de l'école — et aux différentes stratégies : s'agit-il de se battre pour le *statu quo*, mais avec des engagements financiers plus importants de la part du gouvernement, ou au contraire, de se battre pour une ouverture de l'Université aux travailleurs et à leurs problèmes, pour une redéfinition des contenus non par les seuls spécialistes, c'est-à-dire les universitaires, mais par l'ensemble des travailleurs... C'est sur de telles questions que s'affrontent les stratégies de démocratisation de l'Université et celles de « décloisonnement » des luttes sur l'école qui se situent dans ce que le PSU appelle le contrôle populaire sur la formation.

Geneviève PETIOT ■

# le MAS : « nous luttons dans la perspective du socialisme autogestionnaire »

Au cours de la lutte contre la réforme du deuxième cycle, un nouveau sigle, le MAS, Mouvement d'action syndicale-Luttes étudiantes, est apparu. Nous avons demandé à l'un de ses secrétaires nationaux, Yves Colmou, de répondre à nos questions.

**T.S. :** Le 25 avril, le MARC a laissé sa place au Mouvement d'action syndicale-Luttes étudiantes. Quelle est le sens de cette transformation ?

**Yves Colmou :** Voyons quel était le statut du MARC. Il s'agissait d'une organisation un peu idéologique, un peu culturelle, un peu politique, un peu syndicale. Il n'avait pas de pratique de masse et rarement une pratique syndicale.

Les militants ont pris conscience de ce fait au VI<sup>e</sup> congrès en 1975. Ils ont compris la nécessité d'une organisation étudiante syndicale et ont engagé le processus de dépassement du MARC.

C'est à cette fin qu'a été lancé le CNIL (Collectif national d'initiative et de liaison), lieu de regroupement de tous les étudiants intéressés, autour du journal *Luttes étudiantes*. En mars, le congrès du MARC a fixé les perspectives précises pour son dépassement. C'est ainsi qu'a été mis sur pied le rassemblement national de *Luttes étudiantes* des 24 et 25 avril, dont l'aboutissement sera la création du MAS. En dehors de cette chronologie, il faut ajouter qu'il ne s'agit en aucun cas d'une opération d'appareil. Il y eut, pendant plus d'un an, un débat à l'intérieur du MARC et des groupes de base regroupés autour du journal *Luttes étudiantes*.

**T.S. :** L'un des axes de la stratégie du MAS est l'unité avec les travailleurs ; s'agit-il là d'une conséquence logique d'une action syndicale à l'université au lieu d'un garde-fou à l'égard du corporatisme ?

**Y.C. :** Le syndicalisme étudiant est la négation même du corporatisme.

Le syndicalisme étudiant doit partir des problèmes concrets des étudiants. Il doit élaborer des revendications sur les problèmes de conditions de vie et d'étude, sur l'emploi, sur le contenu et la finalité de la formation à l'université. Les intérêts de la majorité des étudiants sont communs à ceux des travailleurs : sait-on que 60 % des étu-

dants sont salariés ? Qu'un étudiant sur deux sort de fac sans diplôme ? Que même avec un diplôme, le pourcentage de chômeurs est le même ? Un combat syndical à l'université doit donc se mener en liaison avec les travailleurs et leurs organisations. Les problèmes de formation sont les problèmes de tous. La concrétisation de cette démarche consiste à élaborer des revendications communes pour mener des luttes communes. Ce que l'on a déjà réalisé sur certains problèmes, tels que les IUT, le CROUS, le second cycle, en particulier avec la CFDT, etc. Pour le MAS, la liaison avec les travailleurs n'est pas un mot d'ordre : c'est une pratique quotidienne.

**T.S. :** Tu as parlé des liens du MAS avec la CFDT. En quoi ces rapports sont-ils différents, d'une part de ceux qu'entretenaient le MARC et la CFDT, et d'autre part, ceux de l'UNEF avec la CGT ? De tels rapports privilégiés ne sont-ils pas restrictifs en regard des luttes qui se développent à l'heure actuelle à la base ?

**Y.C. :** Si un accord a toujours existé avec le MARC sur des revendications communes et sur un projet de société identique, avec le MAS un nouveau pas est franchi en raison de

la représentativité et de l'influence que nous avons dans les luttes étudiantes de ces dernières semaines.

D'abord, il convient de signaler que nos liens avec la CFDT sont sans exclusive, et si nos propositions et notre action avaient un écho plus important à la CGT, nous nous en féliciterions.

Les relations avec la CFDT se font dans le cadre du respect mutuel de l'autonomie des deux organisations. Nos analyses et nos propositions ne sont pas la traduction à l'université de celles de la CFDT. Il n'en va pas de même entre l'UNEF et la CGT qui pratiquent avec le PC un rapport qui est celui de la courroie de transmission.

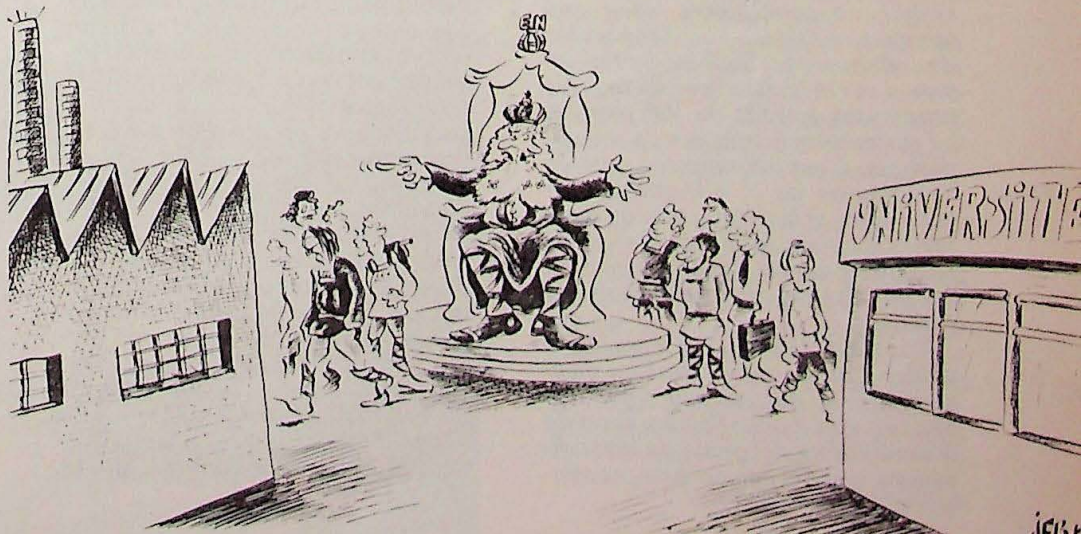
Nos rapports avec la CFDT ne sont en aucun cas des rapports de subordination ou des rapports d'appareil contrairement aux affirmations de certains. Ainsi, c'est au niveau local avec les sections du SGEN ou avec les UD et UL que les rapports sont les plus fréquents et nous ont permis de jouer un rôle actif dans la préparation des journées portes ouvertes et des formes de luttes comme Villeta-neuse le 10 avril.

**T.S. :** Si les militants du MAS ont joué un rôle important dans la grève contre la réforme du second cycle, le MAS en tant que tel est resté relativement discret. Quelle conception le MAS a-t-il des rapports entre le syndicat et le mouvement de masse ?

**Y.C. :** Le MAS est favorable aux structures d'auto-organisation que se donnent les étudiants pour mener les luttes, c'est pourquoi il a favorisé et participé activement aux comités de grève locaux et aux coordinations nationales.

Mais le MAS est une organisation syndicale permanente ; c'est pourquoi, nous avons fait des propositions au mouvement étudiant. Ces propositions, telles l'élaboration de cahiers de revendications, pour aboutir à une plate-forme nationale ou la nécessité d'une négociation au niveau local avec les enseignants comme au niveau national avec le SEU(\*), sont des propositions émanant du MAS et qui ont été reprises par des coordinations nationales. De la même façon, le MAS a pu critiquer certaines décisions des coordinations, notamment les rapports avec les organisations syndicales. Néanmoins, l'expression autonome du MAS n'est en rien contradictoire avec notre engagement dans les structures unitaires que s'est donné le mouvement pour mener la lutte contre la réforme du second cycle.

## CHARLENAIGNE PUNISSANT LES MAUVAIS ÉLÈVES ET RÉCOMPENSANT LES BONS





manifestation étudiante le 17 mars dernier

**T.S. :** Quel bilan tire le MAS de cette grève, et du rôle particulier qu'il y a joué, notamment dans les coordinations ? Quelles sont les propositions que fait aujourd'hui le MAS pour continuer la lutte ?

**Y. C. :** Le mouvement de grève de ces derniers mois a d'abord montré, contrairement aux espérances du pouvoir, qu'il était faux de parler du « silence des étudiants » et que ces derniers restent prêts à se mobiliser.

Pour le MAS, la démarche que toujours nous avons affirmée consistait à transformer ce « front du refus », à lui donner un caractère offensif par l'élaboration de revendications. La lutte contre la réforme du deuxième cycle n'est en rien terminée, c'est une lutte de longue haleine, qui reprendra sous de nouvelles formes à la rentrée : (blocage de demandes d'habilitation). Il convient de distinguer deux phases dans la lutte de ces dernières semaines : dans un premier temps, l'ensemble des étudiants, les syndicats d'enseignants, les syndicats de travailleurs et les partis de gauche se sont tous prononcés contre cette réforme.

Cet isolement du pouvoir a été total. Mais ensuite, certains présidents d'université, le SNEsup., puis l'UNEF se sont lancés dans une course à la négociation dans le dos des étudiants. Saunier-Séité, en jouant sur la division par de fausses promesses (crédits du VII<sup>e</sup> plan), a pu restreindre le nombre de ses opposants. C'est pourquoi en plus de l'abrogation de la réforme du second cycle et la satisfaction de leurs revendications, les étudiants ont dû se battre pour ne pas être sanctionnés pour fait de grève par le biais des examens.

Nous estimons qu'il y a eu huit à quinze jours de retard dans les décisions prises par les coordinations, ainsi en va-t-il pour l'élaboration de la plate-forme nationale de revendications, pour la liaison avec les syn-

dicats d'enseignants et de travailleurs, pour la négociation sur le passage des examens.

Dès la rentrée, le mouvement reprendra sous de nouvelles formes dans toutes les universités.

**T.S. :** Au cours de ce mouvement, on a vu apparaître puis se structurer un courant qui s'est volontiers appelé « inorganisé ». Comment le MAS analyse-t-il l'émergence de ce courant ?

**Y. C. :** Je ne crois pas que l'on puisse parler d'un « courant inorganisé ». Ce qui est vrai, c'est que les magouilles dans les coordinations nationales et l'absence de propositions de la plupart des organisations étudiantes ont fait naître chez les étudiants une certaine défiance, non pas vis-à-vis des organisations en tant que telles, mais vis-à-vis d'une certaine conception traditionnelle du rôle de l'organisation.

Les étudiants refusent que des appareils se substituent à eux pour déterminer la stratégie et les modalités de leur lutte. Mais, d'un autre côté, la mobilisation contre la réforme du second cycle a clairement montré la nécessité d'un syndicat anticapitaliste à l'Université pour mener une lutte de longue haleine. Des dizaines de milliers d'étudiants en sont conscients, et nombre d'entre eux ont choisi d'adhérer au MAS pour cette raison. A la dernière coordination, un courant d'inorganisés s'est dégagé, posant les problèmes dans des termes analogues au nôtres.

Les thèmes du statut de travailleurs en formation, du salaire étudiant, de la lutte contre la hiérarchie, ont un impact important chez les étudiants. Mais cela ne va pas toujours sans ambiguïtés. Par exemple, certains limitent le salaire étudiant à n'être ni plus ni moins qu'une allocation d'étude pour tous. Nous préparons déjà notre congrès qui se

tiendra au mois de novembre, et nous essayons de le faire de façon ouverte et en partant d'expériences de luttes concrètes.

**T.S. :** Le MAS a été accusé plusieurs fois de diviser le mouvement, tant par l'UNEF qui ne comprend pas la nécessité d'une autre structure syndicale, que par la LCR qui reproche au MAS de ne pas chercher à conserver l'unité réalisée dans la lutte de manière permanente. Peux-tu préciser les raisons de vos divergences à l'égard de ces deux positions ?

**Y. C. :** Confondant unité et unicité, l'UNEF prétend être l'unique porte-parole national des étudiants et leur seule structure organisationnelle. Mais qui pourrait nier l'existence de deux stratégies syndicales différentes ? Celle de l'UNEF qui cherche à améliorer la condition étudiante en se battant pour la défense des acquis et des privilèges — c'est bien cela que l'on appelle le corporatisme

— et celle du MAS qui vise à transformer la condition étudiante par la remise en cause de tout le système d'éducation actuel.

Quant à la LCR qui cherche désespérément, depuis de très longues années et avec une belle constance, à mettre sur pied un mouvement unitaire et permanent, nous estimons qu'elle devrait tirer des enseignements des erreurs du passé. Cela dit, l'unité d'action pour les luttes au sein des comités de grève reste la priorité.

**T.S. :** Il a souvent été dit que la lutte contre la réforme du second cycle posait le problème du gouvernement. De fait, toute lutte à l'Université se heurte directement au pouvoir d'Etat. Le syndicalisme étudiant doit-il en recevoir une orientation plus directement politique ? Cela pose le problème de la façon dont le MAS envisage les rapports entre syndicats et partis, ainsi que le sens de sa référence au socialisme autogestionnaire, que certains ressentent souvent comme un a priori.

**Y. C. :** C'est précisément parce que le mouvement étudiant se heurte, non seulement au pouvoir d'Etat, mais à l'ensemble du système capitaliste et plus particulièrement à l'ensemble de son système de formation, que l'on ne saurait concevoir de syndicat à l'université sans un projet global de transformation de la société.

Nous luttons en effet dans la perspective du socialisme autogestionnaire. Nous ne voulons pas remplacer le pouvoir d'une classe par celui d'une bureaucratie. Nous pensons que seule une prise en charge collective par tous des problèmes de formation est une alternative crédible au système actuel. C'est en même temps la seule stratégie opérationnelle pour nos luttes d'aujourd'hui.

Quant aux rapports syndicat-parti, nous sommes très attachés à notre autonomie de décision et nous sommes fiers d'être en milieu étudiant la seule organisation ouverte, où peuvent avoir lieu de réels débats démocratiques, qui ne recouvrent pas des affrontements de tendance représentant des organisations politiques.

Propos recueillis par Stephan LYLAN ■

(\*) Secrétariat d'Etat aux universités.

Publicité

## Luttes étudiantes le numéro 4 est en vente

Au sommaire :

**Plate-forme constitutive du MAS :** Discours de Michel Rolant, membre de la commission exécutive de la CFDT ; de J.-L. Clerc (SGEN) et d'A. Bour (MAS) : liaison des luttes entre les étudiants et celle des travailleurs.

**Une interview** de Gilles Servat.

**International :** Les étudiants grecs, brésiliens et danois.

En vente dans les kiosques et  
97, rue de Belleville, Paris 19<sup>e</sup>

Abonnement 10 F pour un an.

# briser la chaîne

## réforme de l'entreprise le changement sans risques

La réforme de l'entreprise avait été annoncée par le président de la République comme un des chevaux de bataille essentiels du gouvernement, notamment à la veille des fameux 500 jours que Giscard s'était fixés pour tout « chambouler ».

Près d'un an et demi après la publication du rapport Sudreau, l'Assemblée nationale vient d'être saisie d'un projet de réforme du même tabac que celui relatif à l'imposition des plus-values. C'est « Château-Chirac » qui a présenté ce texte destiné à changer la face du monde industriel. Le moins qu'on puisse dire, c'est qu'il y a loin du rapport Sudreau au projet qu'a proposé Chirac.

### le fil à couper le beurre

Déjà, on s'en souvient, Sudreau n'avait pas inventé le fil à couper le beurre de l'entreprise capitaliste. Son pensum se présentait sous la forme d'un catalogue de 68 propositions dont les plus importantes avaient trait à la « transformation de la vie quotidienne dans l'entreprise », la « consécration de la place de l'Homme dans l'entreprise », la revalorisation de la condition d'actionnaire (tout un programme !), l'amélioration des mécanismes de la participation financière des salariés, enfin, l'actualisation des procédures de solution des conflits du travail. L'innovation la moins timide était incontestablement celle de la cosurveillance destinée à ouvrir une voie nouvelle de participation. Le patronat n'a vu dans l'idée de cosurveillance qu'un germe supplémentaire de chienlit.

Ambroise Roux, éminence grise du CNPF, n'hésitait pas à déclarer, le 13 janvier 1976 : *Nous devons repousser avec la dernière énergie les formules qui, sous des appellations les plus diverses, dont la cosurveillance n'est que l'une d'elles, visent en réalité, par l'intervention de la cogestion, à syndicaliser et à paralyser la direction de nos entreprises.*

Un fameux visionnaire cet Ambroise Roux !

Visiblement, Château-Chirac avait entendu le sauve-qui-peut : *Ce que nous voulons, c'est non l'autogestion, notion vague, négative, facteur de troubles et de désorganisation*



économique, mais l'instauration d'un véritable droit d'expression du travailleur aussi fondamental que le droit au travail lui-même. Stoleru a immédiatement obtempéré en installant quelques cabines téléphoniques près des chaînes de montage. De quoi se plier en deux. Et applaudir à cette magnifique initiative, tant il est vrai que le mot réforme se met aujourd'hui à toutes les sauces. La majorité a d'ailleurs bien failli amender le projet gouvernemental dans le sens d'une authentique réforme. Il s'agissait de briser le « monopole » dont bénéficient les organisations syndicales les plus représentatives au premier tour des élections professionnelles...

Ces messieurs n'appréciaient pas que la CFT et autres organisations représentatives des intérêts du patronat rencontrent de sérieuses difficultés pour présenter partout des candidats. Le gouvernement n'a certes pas cédé aux pressions de ses amis de l'Assemblée nationale. C'eût été trop dangereux en un moment où la décrispation préélectorale se développe. Même FO était contre ! Cela dit, il est patent que la fermeté manifestée par le gouvernement sur ce point est essentiellement tactique. Dès que les circonstances seront plus favorables, le serpent de mer de l'intolérable monopole recommencera à agiter ses anneaux. Comme le serpent monétaire.

Dernier volet de la « métamorphose » qui affectera les entreprises : un projet de loi relatif au développement de la prévention des accidents du travail. Là aussi, le changement est à la hauteur des plus folles espérances du CNPF. Même si pour faire joli l'Assemblée nationale a adopté deux mesures qui ne devraient pas aggraver les conditions de travail, le patronat a gagné la bataille sur la limitation des responsabilités du chef d'entreprise.

Il y a peu, Ceyrac faisait savoir que les chefs d'entreprise devaient être

considérés comme innocents tant que leur faute personnelle n'a pas été établie. Même son de cornemuse de Gingembre, grand patron des petits larrons d'entreprise qui, la veille du débat parlementaire, regrette que la répression des chefs d'entreprise, après avoir été faible et inégale (sic !) est devenue arbitraire en raison d'un régime juridique incomplet, inconsistant et inadapté...

### les innocents...

Pensez, la Cour de cassation est allée jusqu'à cautionner une jurisprudence qui impute la responsabilité pénale du chef d'entreprise des infractions commises sous son autorité et dans l'enceinte de son fief. Pire, certains magistrats ont tout simplement incarcéré des patrons qui n'en pouvaient mais, leur seul tort étant de n'avoir rien fait pour prévenir des accidents du travail mortels dans leur crèmerie. C'en était évidemment trop pour le CNPF et ses mandataires à l'Assemblée nationale. La majorité a estimé que seule la faute personnelle du chef d'entreprise ou du cadre permettrait désormais l'application de sanctions pénales.

Cette notion aboutira à une dilution générale de la responsabilité. Comme l'expliquent nos camarades de la CFDT, les patrons pourront facilement soutenir qu'ils n'ont pas commis de faute personnelle parce qu'ils ne peuvent surveiller personnellement l'application des règles d'hygiène et de sécurité. Pourtant, il y a comme une contradiction entre les déclarations patronales selon lesquelles le chef d'entreprise est celui qui décide en dernier ressort et le fait qu'en cas d'accident du travail il ne soit plus responsable de rien du tout. Quand on vous dit que les exceptions confirment les règles !

Côté innovation, les députés ont voté la suppression du salaire au rendement et des cadences dans les établissements dangereux. Ils ont également invité le gouvernement à prendre des règlements d'administration publique pour limiter progressivement le travail en équipe. Comme c'est le gouvernement qui dans le premier cas fixera la liste des établissements dangereux, on peut gager que cette liste aura autant l'air d'une peau de chagrin que celle des assujettis à l'impôt sur les plus-values. Quant à la suppression du travail en équipe, le gouvernement était contre : il saura oublier de faire rédiger les décrets d'application. A moins que quelques tyranneaux de bureau sachent lui rappeler ses engagements.

Bref, n'ayant jamais le soutien des électeurs qui l'ont bombardé à l'Elysée, Giscard et ses sbires sont forcés de renoncer à la substance des réformes qui eussent permis de mieux asseoir l'emprise des secteurs les plus avancés du capitalisme libéral, et à n'en conserver que les superstructures. C'est ça le changement sans risque.

Michel ETIENNE ■



Cherègue, Laot, Maire, Piaget à Montholon en 1974.

## 37<sup>e</sup> congrès de la CFDT

Après une minute de silence dédiée à Frédo Krumnow, les 1 900 délégués réunis à Annecy pour le 37<sup>e</sup> congrès de la CFDT ont écouté Edmond Maire présenter le rapport général. Globalement pas de surprise.

Son discours nous a cependant frappé par un contenu ouvert à de nouveaux objectifs de lutte : la régionalisation, la condition des femmes, l'armée, la sexualité, le nucléaire.

Il a su faire vibrer les congressistes en évoquant « la combativité et l'intelligence dans l'action » des LIP et la « volonté unitaire de la force d'entraînement de la confédération » face à l'offensive Chirac sur l'armée. Par contre, il a répété que, face à cette offensive, la CFDT s'est retrouvée seule. Allusion à peine voilée à la démission de la CGT, du PS et du PCF devant la nécessaire et inconditionnelle solidarité contre la répression et l'autoritarisme du pouvoir et du patronat.

Mais le point central du rapport a porté sur la perspective 78 : « La

CFDT ne rêve pas à des lendemains d'élections qui chanteraient spontanément l'autogestion. » Répondant ainsi indirectement à la CGT, Edmond Maire précise que d'ici à 1978 on ne peut se contenter de la référence au Programme commun. Une autre réponse vise, elle, les conclusions du séminaire de la direction du PS au château de Seillac : si la gauche gagne en 78 « qu'on ne compte pas sur nous pour changer fondamentalement notre comportement syndical ».

Ces déclarations très fermes sur le thème de l'indépendance syndicale ont été vivement applaudies. Elles donnent le ton du congrès : refus de brader la mobilisation populaire pour un plat de promesses électorales. C'est le débat sur la transition qui s'engage ainsi. Que veut dire l'indépendance syndicale ? Il se prolongera durant tout le congrès. Nous y consacrerons la semaine prochaine notre dossier.

De nos envoyés spéciaux ■  
Emmanuel CARROUBE  
Jean-Yves SPARFEL

## Caron-Ozanne

**Les ouvriers de l'imprimerie Caron-Ozanne sont en grève depuis le 5 juin 1975, après une longue période où le pouvoir a joué le pourrissement. Un jugement du tribunal ordonnant l'expulsion le 22 avril dernier — jugement exécuté « par la force publique » dans la nuit du 19 au 20 mai — 250 gardes mobiles venaient vider les locaux occupés cette nuit-là par huit grévistes.**

Ce n'est pas par hasard si le jugement du tribunal, exécutoire, depuis une douzaine de jours, n'a été appliqué que justement ce jour-là... M. d'Ornano, ministre de l'Industrie et fortement mouillé dans le projet de liquidation de l'imprimerie Caron-Ozanne, devait venir le 21 inaugurer une usine juste à côté des locaux occupés, et l'on pouvait, à juste titre, craindre « quelques bavures ». Le 21 une manifestation contre cette intervention rassemblait 1 500 travailleurs dans les rues de Caen.

La revendication essentielle des employés de l'imprimerie Caron-Ozanne : le maintien de leur emploi, face à des autorités locales qui ont depuis longtemps décidé la liquidation de cette entreprise et qui sont toutes, les dossiers trouvés par les grévistes et publiés dans *Ouest licenciement* le prouvent, fortement mouillées dans cette affaire.

Face à ces revendications le gouvernement ne connaît qu'une réponse : la répression.

C'est la première des quinze imprimeries actuellement en grève qui subit l'occupation par la police. Si la riposte n'est pas massive, ce ne sera sûrement pas la dernière : mais, jusqu'à présent, Caron-Ozanne était la seule imprimerie en grève à avoir mis son outil de travail au service des autres luttes de la région : ouvriers de Blaupunkt, Claudel, etc.; paysans-travailleurs ; pêcheurs. En fait, au service de tous ceux qui luttent contre la société capitaliste, mettant aussi en pratique la stratégie d'unité populaire qui est la nôtre.

C'est pourquoi *Ouest licenciement* ne peut pas cesser avec la fin de l'occupation de l'imprimerie par les grévistes de Caron.

Créé pour rompre le « mur du silence » imposé par la presse au service de la bourgeoisie, il a largement diffusé la contre-information sur les luttes régionales, et nationales, donnant la parole aux travailleurs eux-mêmes pour établir la vérité sur

les actions de la classe ouvrière. Il a fait plus que populariser les conflits en cours. Il a, avec quelques autres initiatives comme le rassemblement des mini-lip à Besançon ou la rencontre de Marseille, l'appel pour le Larzac qui aura lieu du 5 au 8 juin, permis un échange d'expériences entre les travailleurs en lutte, jetant les bases d'un contrôle ouvrier, d'une pratique qui prépare l'autogestion de demain.

Pour le PSU, l'action continue. *Ouest licenciement* ne doit pas disparaître comme outil des travailleurs de Basse-Normandie, et ayant vocation, comme *Lip-unité*, à informer et à s'élargir au plan national. Autour des imprimeries occupées doivent se créer, comme autour de Caron et des autres usines en lutte des noyaux d'action, d'échanges d'expériences, pour aider à la coordination des luttes actuelles en France.

Les travailleurs en lutte de Caron-Ozanne ont actuellement leur siège à UL - CFDT, 14 000 Caen. ■

## appel d'ipn

Lyon : bataille pour défendre un acquis de mai 1968 : l'Imprimerie Presse Nouvelle a permis le démarrage d'un mouvement de soutien qui a rassemblé 3 500 personnes pour la fête du 30 avril d'IPN, plus de 2 000 signatures de soutien et un peu plus de 7 millions d'AF en souscription et parts.

Le journal de l'association (La liberté d'imprimer) peut être envoyé sur demande.

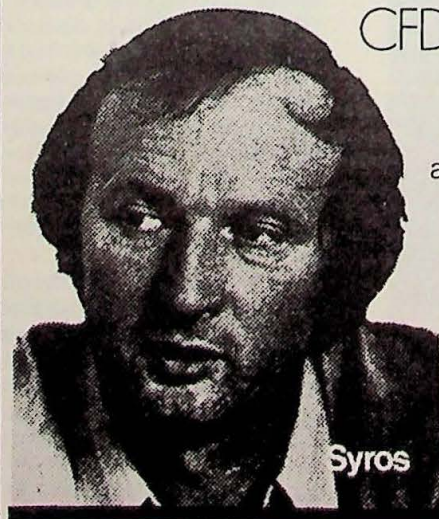
L'objectif reste d'approcher au maximum les 15 millions de souscription avant fin mai et de les réunir, passé cette date, dans les meilleurs délais.

CCP Paul Robin, 384268 F Lyon.

Publicité

# FRÉDO KRUMNOW

## CFDT AU COEUR



« l'autogestion répond au besoin fondamental de responsabilité et de liberté chez les travailleurs ».

Frédo Krumnow

192 pages, 22 F

### Sytos

9 bis rue Boromée - 75015 Paris



# on ne peut pas tout dire

## SNPA poursuite de l'action

La grève commencée le 13 mai se poursuit (voir T.S. n° 702). Plusieurs faits importants ont marqué cette semaine d'action.

Dès lundi, la direction proposait aux syndicats de passer l'éponge sur les sanctions qu'elle avait annoncées (menace de 150 licenciements) contre la signature d'un texte ignoble réglementant le droit de grève à la SNPA. Nous avons donc raison quand nous disions, la semaine dernière, que ce qui a motivé le lock-out de l'usine par la direction, c'est ce type d'action qui la contraint à baisser de moitié le débit de l'usine tout en payant les postés puisque ceux-ci doivent être dans l'usine pour assurer la sécurité. La réponse des travailleurs a été à la hauteur de l'attaque : ils ont simplement refusé de discuter de cette proposition.

Autre fait marquant : l'élaboration collective, par plus de 1 000 travailleurs réunis, d'un contre-projet de protocole d'accord. Réunions par groupes informels, discussions, amendements, commissions de travail, puis de synthèse, et enfin vote. Tout ceci dans une atmosphère détendue, bon enfant, presque de kermesse.

Enfin, le caractère régionaliste de notre action s'accroît. Dans les interventions, dans les textes élaborés en commun, il apparaît de plus en plus, que la motivation première des travailleurs de la SNPA c'est de *continuer à vivre et à travailler en Béarn*. Pour cela, il faut obliger la direction à réinvestir dans la région une partie de ses bénéfices (220 milliards d'anciens francs en 1975 !). C'est actuellement une de nos revendications principales.

La reprise du travail a été votée aujourd'hui 24 mai à l'appel de la CGT - FO - UCT 58 % contre CFDT 42 %.

## CDF chimie 2 400 en grève

Dans cette entreprise chimique à capitaux publics (six usines en France), la direction voulait imposer un accord salarial restrictif. La CGT et la CFDT l'ont refusé. L'usine de Lorraine est en grève (2 400 travailleurs) depuis le 13 mai, reconduite en AG. Tous les ateliers de production sont arrêtés.



## banques pourquoi ?

il y a quinze jours, le centre Bergère de la BNP avait déclenché un mouvement de grève de 24 heures reconductibles. Dans d'autres agences, les fédérations CGT et CFDT, qui voyaient les négociations paritaires piétiner, prenaient le relais de ces mouvements à la base en annonçant une grève de 48 heures les 20 et 21 mai dernier. Au dernier moment, la CGT se retirait du mouvement. Certes, dans certaines agences l'action est menée (Crédit Lyonnais : caisse générale, Rouen, bureaux de change ; Société générale : Roissy, Petit Clamart, agence centrale ; BNP : agence Gambetta) sur les problèmes spécifiques (conditions de travail, salaires) des travailleurs, mais le mouvement d'ensemble de la banque n'a pas eu lieu sur la plate-forme : embauche à 2 000 F, révision de la classification, maintien du pouvoir d'achat, semaine de 35 heures, extension des droits syndicaux. La manière dont les directions syndicales (notamment la CGT) ont animé ce mouvement, et l'échec relatif de la grève ne seront certainement pas sans conséquences. Nous y reviendrons.

## Iran

Alors que le gouvernement français reçoit le Premier ministre iranien en grande pompe, ce régime fasciste vient de se rendre coupable de l'assassinat de 32 révolutionnaires aussi bien à Téhéran qu'en province. On assiste à un nouveau redéploiement des forces de la part du gouvernement du shah qui est aidé et suréquipé par les USA en vue d'écraser une résistance révolutionnaire et armée qui ne cesse de se développer à tous les niveaux. Un meeting de protestation contre les derniers méfaits du shah est organisé à Paris, 44, rue de Rennes, par le mouvement des étudiants iraniens en France.



## machine-outil sabotage

Avec les fermetures de Gambin en Savoie, Antec à Lyon, avec les licenciements chez Cincinnati à Villefranche et M. Ernault-Somua à Cholet, Lisieux, Montzeron, le chômage partiel dans d'autres (notamment Renault machine-outil), c'est un sabotage de ce secteur de l'industrie qui s'opère. Pour dénoncer cette situation, les travailleurs d'Antec et de Gambin qui occupent leurs usines, se sont réunis dans l'usine Antec de Lyon, le 24 mai.

## REPRESSION et DEMOCRATIE en ALLEMAGNE FEDERALE

LES INTERDICTIONS PROFESSIONNELLES

Ce fascicule concerne les honteux procédés d'enquêtes sur l'opinion des gens qui sont à l'ordre du jour pour espionner et moucharder des titulaires ou des candidats à la fonction publique — la peur, la servilité rampante et la mentalité de sujet se répandent dans les écoles, les universités, les maisons d'édition et les institutions de droit public.

Le samedi 29 mai à 12 heures seront diffusés, au moyen d'un stand de livres sur la place du Marché de Brème, des livres, des écrits, des journaux ou des tableaux dont la diffusion a été ou est encore l'objet de poursuites. Ce faisant, l'anniversaire du 10 mai 1933, sera célébré où les nazis brûlèrent des livres sur la place publique.

Le samedi 29 mai à Paris, il y aura une délégation à l'ambassade d'Allemagne du « Comité contre la répression en RFA », à 12 h

## SCPC fermer, fermer

Telle est la volonté de Desjonquères, le P-DG de cette filiale de Carnaud SA, une grosse société du plastique. La direction de la main-d'œuvre de Clermont-Ferrand a refusé les 155 licenciements annoncés à Cournon. Pourtant, Desjonquères veut arriver à ses fins : il maintient le chômage partiel alors que les commandes sont livrées avec retard, il envoie du travail en sous-traitance, prend toutes sortes de mesures pour dérégler la production et créer un déficit justifiant une fermeture. Et, bien sûr, il menace les délégués syndicaux.

## Tours et la suite

**Les résultats sont là : médiocres pour le PC et le PS ; pitoyables pour l'extrême-gauche. Permettront-ils au moins une réflexion sérieuse ? Souhaitons que LO révise sa politique d'isolement splendide et que le débat puisse enfin se mener avec le PSU. Mais TS choisit hélas une version inexacte des événements. Il faut donc d'abord rappeler les faits.**

Première réunion, le PSU n'avait pas préparé de plate-forme. La nôtre étant rejetée, nous demandons un projet PSU-GOP. Ce dernier ne comprenant aucune critique du PC et du PS, nous proposons un amendement. Il est refusé. Nous demandons au PSU de rédiger lui-même un amendement. Nouveau refus. D'un commun accord, nous arrêtons la discussion. Hésitant à nier ces faits, les camarades donnent une autre interprétation : la LCR voulait imposer son programme. C'est vraiment peu sérieux. Pour la clarté des choses, nous avons publié tous les documents dans *Rouge* du 4 mai et les tenons à disposition. Mais il serait plus simple que TS les publie aussi. Ainsi chacun pourrait juger, et aborder en connaissance de cause la question des leçons de Tours.

Elles peuvent prendre deux directions : soit s'interroger sur les conditions de réalisation de l'unité de l'extrême gauche, soit y renoncer et ne voir de salut qu'en une intégration négociée à l'union de la gauche. Le vote de la DPN sur les municipales et le communiqué publié au lendemain de Tours semblent proposer cette deuxième voie.

Le PSU aurait-il souhaité un candidat unique de la gauche à Tours ? Est-ce une réédition des présidentielles ? A moins d'espérer une renégociation du Programme commun qui le métamorphose en programme anticapitaliste. C'est négliger complètement les rapports de forces et l'actualité. Mitterrand n'est pas un médiocre démagogue. Son bilan des quinze derniers jours est impressionnant de franchise : exaltation du profit, échange courtois avec M. Ferry, dialogue mondain avec M. Duverger. Ce connaisseur en pacification explique à ses interlocuteurs méfiants qu'ils n'ont pas les moyens d'une confrontation avec les travailleurs. Bref, qu'en l'état du possible, *la seule guerre, c'est la négociation*. Et en écho, Mauroy parle de l'effort, et Rocard de l'autogestion comme perspective astrale. La renégociation se fait donc. Mais à droite. Tout aussi signi-

ficatif : devant ces serments de loyale gestion, le PC reste résolument silencieux.

## Tours et le reste

Le camarade Yves Salesse avait demandé à répondre à l'article de F. Desmoulin, estimant que cet article donnait une version inexacte de nos discussions relatives à l'élection de Tours. En réalité, son texte se limite sur ce point à deux paragraphes. Le camarade Salesse y montre une façon très particulière de rapporter les faits. Comment affirmer que le PSU a rompu avec la LCR sur la critique du Programme commun, alors que cette critique figurait bel et bien sur la plate-forme de la candidate que nous soutenions ? Pourquoi omettre le fait que les discussions ont eu lieu à l'initiative du PSU ? Faut-il rappeler que tous les participants aux réunions ont dénoncé l'attitude, non du PSU, mais de la LCR ?

Reconnaissons cependant qu'une phrase de Salesse en dit plus long qu'il ne paraît : « Première réunion, le PSU n'avait pas préparé de plate-forme. La nôtre étant rejetée, etc. » Il est exact qu'avant le minimum de discussion nécessaire, la LCR a voulu orienter la discussion sur sa plate-forme, bloquant le débat avec les deux organisations de masse présentes ; elle a laissé entendre clairement qu'elle n'approuvait pas la démarche d'une candidature représentative des luttes significatives, soutenue par les organisations révolutionnaires, à laquelle elle opposait un « accord stratégique » hors de portée dans l'état actuel de l'extrême gauche. On voit le procédé, la suite et notamment la lecture de *Rouge* quotidien, l'a confirmé : faute de pouvoir pratiquer la « rupture-dénonciation devant les masses » avec les réformistes, on s'y livre à l'égard du PSU et aussi de la GOP, de Révolution, etc.

Alors, que proposons-nous ? Aboyer à la trahison des réformistes en espérant que leur défaite sera notre victoire ?

1) Nous devons sans cesse proposer l'unité d'action. Sans espérer un accord stratégique impossible, mais sur des objectifs d'action. Pour l'obtenir (le cortège des femmes en a fait l'expérience le 1<sup>er</sup> mai) il faut au préalable constituer un rapport de force. Et pour constituer ce rapport de force l'unité de l'extrême gauche, si elle n'est pas suffisante, est le plus souvent nécessaire.

2) Toute défaite des réformistes face à la bourgeoisie est un recul du mouvement ouvrier. C'est pourquoi nous ne ferons rien qui empêche les masses de faire l'expérience du PC et du PS au gouvernement. Et nous appuierons toute mesure qui affaiblit la bourgeoisie et renforce le mouvement de masse.

3) Mais cela implique que soit toujours maintenue une alternative stratégique. Dénoncer ne suffit pas, il nous faut avancer nos propres propositions (et nous sommes tout

prêts à reconnaître nos lacunes programmatiques et à les discuter). prolongement du Programme commun, dû à ses insuffisances ou son inadaptation. Ce serait mystificateur, parce qu'il est un programme de gestion de l'ordre existant.

Sur ces bases, un accord est-il impossible ? Contre le respect des institutions, pour l'auto-organisation, pour la nationalisation sous contrôle ouvrier, pour les revendications aidant une jonction des luttes, ne pouvons-nous agir ensemble ? Nous pensons que oui. Mais nous nous heurtons à un refus de discuter.

Cela nous paraît grave à l'heure où les échéances politiques essentielles s'approchent. Quelle que soit l'ampleur de nos divergences, nous avons tout intérêt à les clarifier du mieux possible.

Le 15 mai 1976  
Yves SALESSE,  
membre du BP de la LCR ■

Mais le PSU reste évidemment la cible favorite.

Il n'y a aucun intérêt à éterniser cette controverse. L'essentiel du propos d'Yves Salesse porte sur les leçons à en tirer et sur la « suite ». La première leçon est le très faible impact dans la conjoncture politique actuelle, des candidatures de l'extrême gauche. La seconde est que leur concurrence est suicidaire.

Pour le camarade Salesse, le choix est entre deux directions : l'unité de l'extrême gauche et « l'intégration négociée à l'union de la gauche ». Cette dernière direction est, soi-disant, celle qu'a prise le PSU après le vote de la dernière DPN sur les municipales. La discussion est toujours difficile quand on commence par caricaturer les positions du partenaire. La proposition de la DPN de discuter avec les partis de gauche et les forces autogestionnaires de la constitution de listes communes pour les municipales n'est pas autre chose que l'application à une situation concrète de la tactique d'unité d'action à laquelle Yves Salesse se réfère par ailleurs. « Dénoncer ne suffit pas, il nous faut avancer nos propres propositions. » C'est bien ainsi que nous concevons nos rapports avec les organisations réformistes. Présenter nos propositions comme « prolongement du Programme commun » relève de la polémique pure et simple. A l'unité d'action avec les forces réformistes sur des bases préservant notre autonomie politique, il oppose l'unité de l'extrême gauche. La différence entre nous est que nous n'opposons nullement ces deux démarches. Pour nous, il n'y a pas d'autre voie, dans la situation politique actuelle, que celle qui consiste à développer

le mouvement de masse contre le pouvoir. En parlant « d'alternative stratégique », Yves Salesse se trompe de période. Cette alternative peut se présenter à une certaine phase du développement du mouvement et dans la mesure où les révolutionnaires auront su éviter leur propre isolement en ne se trompant pas d'adversaire, en ne se plaçant pas en position de rupture *a priori* à l'égard de l'ensemble des forces du mouvement ouvrier, ce qui est perçu par les grandes masses comme agression contre l'unité.

La façon dont Yves Salesse analyse ces forces est pourtant bien caractéristique de cette attitude qui retire toute audience de masse et toute efficacité politique à la plus grande partie de l'extrême gauche.

Pour le reste, Yves Salesse étale des griefs relevant de discussions entre nos deux organisations : le fait est que si nous entretenons avec la LCR des rapports unitaires pour un certain nombre d'actions, nous n'avons pas, pour le moment, de débat public. L'explication qu'en avance Yves Salesse est hautement fantaisiste. En multipliant les attaques contre le PSU, en jouant sur les clivages au sein de notre organisation, en insistant pour donner la fusion de la LCR et du PSU comme perspective à ce débat — alors que la LCR sait parfaitement que cela n'est pas la perspective que, au moins dans leur immense majorité, les militants du PSU fixent aux relations avec elle — la LCR, avons-nous estimé, n'a pas créé les conditions favorables à une discussion fructueuse. Tel est l'état *actuel* de la question, qui ne préjuge pas de l'avenir.

Victor LEDUC ■

# tribune de l'autogestion

**Le développement scientifique et technique est souvent vu comme un facteur de libération surtout dans les milieux de gauche. Et il est exact que les découvertes de l'agriculture, de l'élevage, du feu, etc., et les captations de diverses sources d'énergie semblent avoir libéré les hommes — ou au moins, une partie d'entre eux — de la faim, du froid et de quelques maladies ou calamités. La gauche a donc eu confiance en la technique.**

Les saint-simoniens, socialistes d'abord utopiques, ont pris une grande part à la construction des chemins de fer et des canaux. Les marxistes insistent longuement sur le développement des forces productives. Et on lit sous la plume d'un de ces super-libertaires que sont les situationnistes, à propos des premiers hommes sur la Lune :

*Les hommes iront dans l'espace pour faire de l'Univers le terrain ludique de la dernière révolte : celle qui ira contre les limitations qu'impose la nature. Et brisées, les murailles qui séparent les hommes de la science d'aujourd'hui, la conquête de l'espace ne sera plus la « promotion » économique ou militaire, mais l'épanouissement des libertés et réalisations humaines, atteint par une race de dieux. Nous irons dans l'espace, non comme employés de l'administration astronautique ou comme « volontaires » d'un projet d'Etat, mais comme maîtres sans esclaves qui passent en revue leurs domaines : l'Univers entier mis à sac pour les conseils de travailleurs.* (Eduardo Rothé, *La conquête de l'espace dans le temps du pouvoir*, Internationale situationniste, n° 12, sept. 1969, pp. 80-81).

Bien que fondé sur quelques faits, ce point de vue simpliste et unidimensionnel est loin de tous les prendre en compte. Prenant la technique comme un bloc, il omet l'analyse des techniques employées. Or, on s'aperçoit de mieux en mieux de l'existence de techniques aliénantes et créatrices de nouvelles contraintes. Il faut se rendre compte qu'une technique n'est pas neutre. Je sais bien qu'on oppose l'acier des charrettes à celui des canons et qu'on affirme qu'une technique est bonne pourvu qu'elle soit placée dans de bonnes mains. Or, les futurologues nous décrivent des techniques prévisibles (contrôle de la pensée, maniement des foules, contrôle de l'hérédité par modification des gènes à l'échelle moléculaire, reproduction d'individus identiques à des centaines d'exemplaires, etc.) que je ne voudrais voir placées entre les mains de qui que ce soit. Une technique n'est pas neutre non plus lorsque son emploi implique une organisation sociale d'un type déterminé (P. Samuel, *Ecologie, détente ou cycle infernal*, Coll. 10/18, n° 766, 1973). Au-delà des coûts physiques des techniques employées (pollutions, érosion, bétonnages, désertifications, etc.), les écologistes s'appliquent maintenant à évaluer leurs coûts sociaux.

Certains de ces coûts se situent sur le plan du travail ; même si l'on réduit les cadences du travail à la chaîne, sa répétitivité subsistera ; l'informatisation consiste trop sou-

vent à remplacer des travaux moyennement abrutissants (type tenue de registres) par d'autres qui le sont tout à fait (type perforation de fiches). Sur le plan de l'organisation sociale, on a l'exemple de la *révolution verte* : les exigences en eau et en engrais de ses variétés de céréales à haut rendement rendent leur culture inaccessible aux petits paysans de l'Asie du Sud-Est, qui sont ainsi éliminés par les gros propriétaires et rejetés vers les bidonvilles urbains ; par contre, le recyclage systématique et local des déchets auquel sont poussées les communes chinoises peut être un bon substrat pour un degré élevé d'indépen-

dance et d'autosuffisance. L'actuel mode de production agricole de l'Europe occidentale a des effets qui vont dans le même sens fâcheux que la *révolution verte* : la dépendance de cette agriculture vis-à-vis des secteurs industriels et commerciaux qui se trouvent en amont (machines agricoles, engrais, pesticides, etc.) ou en aval (ramassage, industries alimentaires, commercialisation, etc.) crée de graves situations d'endettement, de surproduction, de destruction des stocks.

De plus en plus de techniques exigent, pour leur bon fonctionnement, une parfaite discipline des travailleurs et de la population. En URSS, le mot d'ordre de Lénine, *les Soviets et l'électrification*, semble être devenu : *la bureaucratie et les surrégénérateurs*. On ne fabrique pas impunément des produits dangereux, dont le pouvoir doit éviter qu'ils ne tombent entre les mains de groupes ou d'individus mal intentionnés ; on a déjà souvent décrit les contrôles

policiers nécessaires pour « sauvegarder » les produits de l'industrie nucléaire (cf. Les Amis de la Terre, *L'escroquerie nucléaire*, Stock 2, 1975, chap. II, paragr. 5, *De l'électro-nucléaire à l'électro-fascisme*) ; d'ailleurs, les armes chimiques et bactériologiques que l'on fabrique posent ici le même type de problèmes que le plutonium.

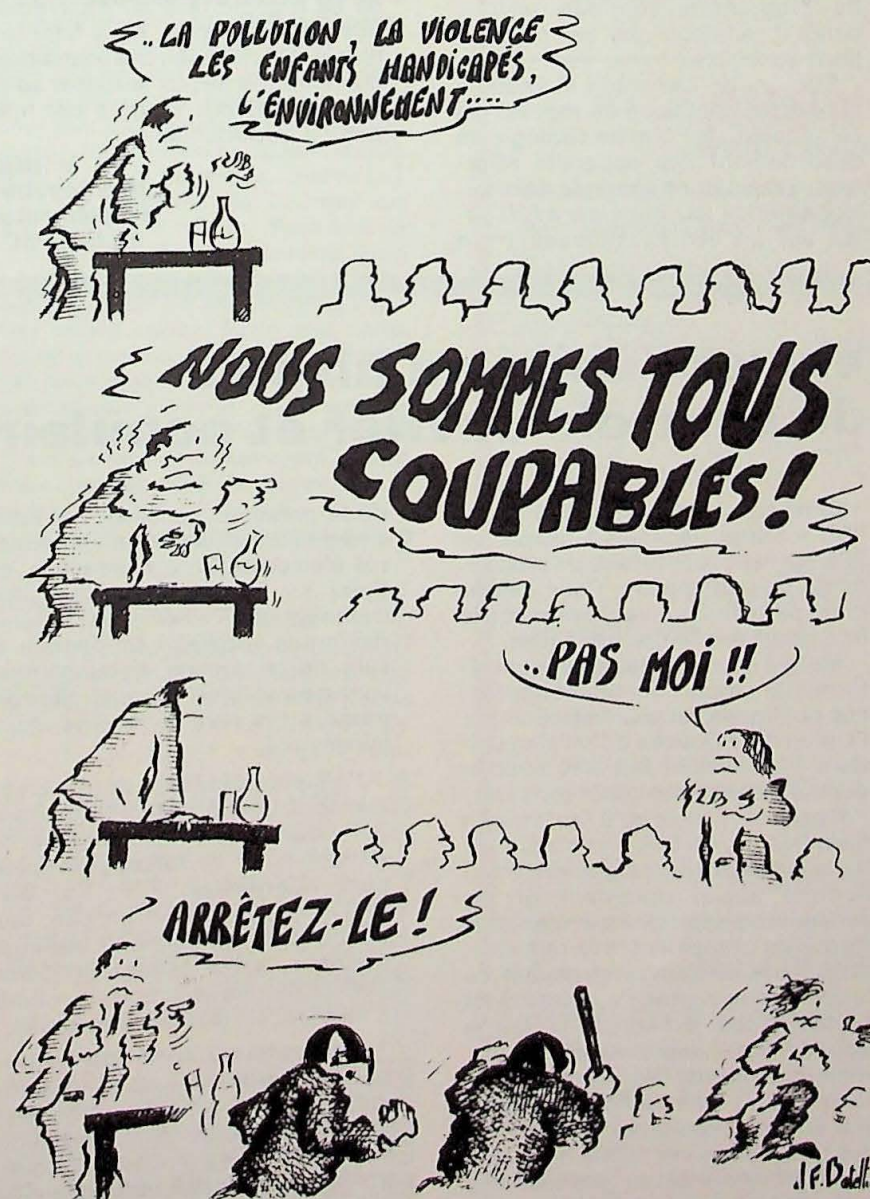
Le summum des coûts sociaux est atteint lorsque le coût social d'une technique s'étend aux générations futures. Nous, *techniciens nucléaires*, avons conclu comme Faust un pacte avec la société. D'une part nous lui offrons une source inépuisable d'énergie... mais le prix que nous réclamons pour cette énergie magique est à la fois une vigilance sans relâche et une longévité des institutions sociales à laquelle nous ne sommes pas du tout habitués, écrit, à propos de la garde millénaire autour des déchets radio-actifs à longue durée de vie, le physicien Alvin Weinberg, directeur du centre nucléaire d'Oak-Ridge aux USA, et chaud partisan de l'énergie nucléaire. Et il préconise l'instauration d'une sorte de « prêtrise » ou « ordre monastique » technologique, destiné à se renouveler pendant des millénaires pour veiller sur ces déchets ! Ce sont là deux raisons suffisantes de l'opposition des Amis de la Terre — l'association dont je fais partie — à l'énergie nucléaire.

Si l'impact social tout à fait négatif de l'énergie nucléaire commence à être reconnu, beaucoup de gens ont cependant l'impression que certaines autres techniques industrielles ne sont guère contraignantes. Ainsi du métro, de la SNCF, des postes, du téléphone ; on se plaindrait plutôt de leurs insuffisances ! Mais des techniques qui, *a priori*, semblaient tout aussi bienfaites, font maintenant l'objet de critiques tout à fait justifiées. Ivan Illich a montré qu'au-delà d'un certain seuil, la consommation d'énergie, la vitesse des véhicules individuels, le système scolaire et le système médico-hospitalier créent plus de méfaits que de bienfaits. Il est assurément utile de fournir de l'électricité aux citoyens ; mais des pesanteurs variées ont amené EDF à l'électro-fascisme. L'implacable logique soviétique de la « priorité à l'industrie lourde » a pour résultat un développement économique mal équilibré de l'URSS... et probablement aussi un niveau d'armement très nettement plus élevé que ce qui serait nécessaire à la défense et à la politique de ce pays ; et l'URSS n'est nullement la seule dans ce cas !

Ainsi, de plus en plus d'outils techniques sont abandonnés par la société présente aux seules exigences de leur propre développement. D'autres, quel que soit leur niveau de développement, sont plus asservissants que libérateurs. Il serait vain de compter changer les rapports de production sans changer en même temps le mode de production.

Pierre SAMUEL ■  
Les Amis de la Terre

## technique et liberté



# entre nous pour vous

## pas de compromis historique pour le PSU

Pour la grande majorité des travailleurs de ce pays, l'union du PS et du PC, la perspective d'une victoire électorale aux municipales puis aux législatives, la constitution d'un gouvernement PS-PC constituent un pas en avant. Sous peine de se retirer de la scène politique, notre organisation, celle des révolutionnaires partisans du socialisme autogestionnaire, ne peut être muette sur ce problème.

Un soutien à ce gouvernement sera indispensable comme dès aujourd'hui notre insertion dans un mouvement de masses pour battre partout la droite (municipales) est indispensable. Ce gouvernement doit être soutenu pour sa mise en place et défendu contre toute tentative d'être renversé ou tout du moins paralysé par la bourgeoisie.

Tout comme nous avons appelé publiquement le PC et le PS à prendre leurs responsabilités dans la lutte contre le chômage et les conséquences de l'austérité, nous devons, pour répondre à l'attente des travailleurs, pour nous situer dans le camp de l'unité populaire, appeler le PC et le PS à prendre leurs responsabilités au niveau gouvernemental. Se situer dans l'union populaire signifie que c'est dès maintenant qu'une telle perspective doit être ouverte.

C'est seulement si nous démontrons notre attachement à l'union de tous les travailleurs et à sa victoire que nous pourrons être entendus.

Mais cette politique exige que nous conservions jalousement notre autonomie, que, dans notre propagande mais peut-être surtout dans nos actions avec tous ceux qui se battent sur l'axe du contrôle ouvrier et populaire (« gauche syndicale » CGT, CFDT, APF, groupes femmes, écologiques...) nous fassions la démonstration qu'une autre orientation sera finalement nécessaire. Si les partis ouvriers sont aujourd'hui un facteur nécessaire de la mobilisation des travailleurs, ils deviennent, et l'ensemble des luttes sociales et politiques de l'histoire du mouvement ouvrier le prouve, un frein important lorsque les masses veulent élargir leurs premières conquêtes. Et elles le « veulent » toujours après avoir pris conscience de la force de leur unité. Mieux, les organisations que se donnent les masses dans cette lutte (comité dans une entreprise, association dans un quartier, etc.) naissent dès le départ, en contradiction avec l'appareil d'Etat. Il y a une différence de nature entre

ces organisations du pouvoir populaire naissant et l'Etat investi par la gauche. Cette dualité de pouvoir ininstitutionnalisable conduit inévitablement à l'affrontement.

Et c'est là que se situent au sein de ce parti les divergences dont les municipales ne sont en fait que l'aspect le plus visible. Et nous sommes bien loin du choix que voudrait bien faire prendre aux militants la majorité du BN, « unité populaire ou unité des révolutionnaires », comme s'il y avait dans ce parti une minorité qui refuserait l'unité populaire au profit d'on ne sait trop quelle fusion avec la LCR telle qu'elle est.

Oui ou non, le PSU entend-il favoriser le pouvoir des conseils de travailleurs en offrant une alternative politique de masse aux faux-fuyants du Programme commun encore, paraît-il, édulcoré par les propositions socialistes ?

Seul, notre camarade V. Leduc a l'honnêteté politique de répondre à cette question. Point de stratégie de débordement des appareils réformistes mais « une stratégie de développement » (cf. interview à PH) basée sur un lien harmonieux entre

## élever l'unité au niveau du contrôle ouvrier et populaire

Dans son article « les chances du PSU » Serge Depaquit a raison. Le PSU ne peut se satisfaire de prophétisme révolutionnaire. Pour exister notre parti doit trouver sa place dans le rapport des forces politiques.

Malgré ce que certains peuvent affirmer, le rapport dominant des forces politiques est celui entraîné par l'Union de la Gauche dont l'élan unitaire s'est surtout renforcé avec et depuis les présidentielles de 1974.

Il est des réalités qu'il faut voir en face. Depuis mai 68 jusqu'à mai 1974 il y avait discordance entre le mouvement social dominant et les échéances électorales. Les forces réformistes occupaient le terrain électoral mais se trouvaient devant de larges mouvements de masse dont l'écllosion leur échappait. C'était le Joint français, la grève du lait, Lip... Mais aussi la lutte des lycéens contre la loi Debré, celle pour l'avortement etc. Surtout depuis mai 1974, les forces réformistes ont planté leur idéologie électoraliste au profond des masses jusqu'à pouvoir, pour la pé-

riode présente, canaliser les luttes sociales dans l'orbite de leur stratégie électorale. En conséquence, estimer que les organisations de l'extrême gauche « assurent la présence des luttes sociales » (et demain au sein de la gauche électoralement victorieuse), c'est tout benoîtement prendre ses rêves pour une réalité inexistante.

Puisque les masses, dont la classe ouvrière, sont à ce point polarisées par l'élan idéologique unitaire dominant dont les forces principales sont réformistes (PCF, PS, CGT, CFDT) que peut faire un petit parti politique révolutionnaire, autogestionnaire, qui se refuse à proclamer une vérité que bien peu de monde, d'ailleurs, est disposé à entendre ?

Bien entendu notre intervention ne peut se situer que dans le champ unitaire mais pour tendre à élever la qualité de l'unité au niveau d'une stratégie révolutionnaire autogestionnaire. Autrement dit, pour compléter les propos de l'article de De-

paquit, il est urgent d'armer notre parti pour que l'unité n'apparaisse pas être notre principal objectif, mais bien le moyen d'exercer concrètement le contrôle ouvrier et populaire, de créer des embryons d'organes de pouvoirs populaires.

Dans l'immédiat et dans cette perspective de développer une dynamique du contrôle ouvrier et populaire au cœur du courant unitaire existant, notre action devrait être double :

1) Préciser les lieux et formes du contrôle ouvrier et populaire après la victoire électorale de la gauche et l'avènement d'un gouvernement de gauche.  
2) Proposer aux forces du mouvement unitaire dont le ciment est le programme commun, un accord et assortir notre proposition d'une exigence de discussion sur les formes d'intervention des masses populaires en cas de victoire de la gauche. On peut imaginer que la discussion sur ces formes d'intervention s'articulerait autour de trois axes :

— les initiatives souhaitables au niveau des villes et des villages, dans la vie des quartiers et de tout ce qui fait le cadre de vie.  
— les interventions souhaitables pour un contrôle des unités de production insérées dans une politique économique mieux orientée au service des travailleurs. Cela dans le cadre des entreprises, notamment de celles qui sont ou seront nationalisées.  
— les interventions souhaitables pour un contrôle des institutions de l'Etat, notamment la police, l'armée, l'école.

Le premier champ de ces contrôles s'inscrit bien sur dans la perspective de la prochaine échéance des municipales. Les seconds lieux de ces contrôles sont plus liés à l'échéance des élections législatives et de l'arrivée d'un gouvernement de gauche.

Pratiquement le fait de prendre l'initiative d'un engagement unitaire et de l'assortir de discussions sur la fonction du mouvement social constituerait en soi une initiative politique qui rencontrerait un écho dans de larges couches militantes et renforcerait les courants qui désirent agir pour le passage au socialisme.

En dehors de cette perspective, pour la période présente et proche on ne voit pas comment nous échapperons à la marginalisation, soit dans l'étiollement de la vie sur soi, soit dans la fuite d'un regroupement des « avantgardistes révolutionnaires » qui militent pour maintenir allumé le flambeau de leur foi plutôt que pour changer notre société.

Michel BERTIN (Sarthe)  
Lucien LETRETRE (DPN)



# vous êtes concernés

## Courrier des lecteurs

**Comme le dit un camarade dans sa lettre, le problème du courrier des lecteurs n'est pas résolu complètement dans TS. Il faudra qu'une plus large place soit laissée à cette rubrique qui doit être distinguée de la rubrique « vie du parti ». Nous nous organisons au niveau de l'équipe de rédaction afin de mieux nous coordonner, mais c'est pas toujours facile. Que les lecteurs sachent de toute façon qu'il sera répondu personnellement au très volumineux courrier qui nous parvient actuellement mais que nous n'avons, hélas pas les moyens de passer intégralement.**

Je tiens tout d'abord à vous exprimer mes vives félicitations pour votre nouvelle formule. Lecteur de longue date de votre publication et maintenant abonné, je souhaite vivement que votre nouvelle édition vous permette d'atteindre la diffusion que vous méritez. Et ce TS nouveau style démarre d'autant plus fort que dès les premiers numéros vous obtenez le scoop au moment le plus propice.

Vous proposez aux « curieux » de prendre connaissance des cent pages consacrées aux noms des principaux participants aux réunions de cette entente clandestine. Nous publions *Presse libre d'Alsace* mensuel socialiste du Bas-Rhin. Plusieurs raffineries sont implantées dans le département et beaucoup de sociétés pétrolières ont une délégation régionale à Strasbourg.

**Jef Tombeur - Strasbourg ■**

L'article du TS n° 702 sur « l'Armée un menu à la carte » était vraiment prémonitoire. Peut-être Georges Yverres avait-il pris le petit déjeuner avec Valéry Giscard d'Estaing pour connaître son désir d'intervention militaire au Liban, exprimé quatre jours après la parution de TS.

**L.T. ■**

[...] Bravo pour le nouveau TS mais surtout n'utilisons pas 24 pages à théoriser. Présentation dix fois meilleure qu'avant mais cela manque encore d'une rubrique fraîche et joyeuse (ou triste). Dans *Libération*, les petites annonces sont une page de vie. Dans TS, le courrier des lecteurs peut faire éclater la révolte, la fureur, l'enthousiasme, la tendresse... Publiez tout : les lettres emmerdantes et les cris de joie, des poèmes de gosses, les injures et les flatteries, les appels de détresse et les ronrons de satisfaction...

**JIMMY ■**

[...] Bien pour les dossiers mais s'efforcer de ne pas confondre « dossier » (Cf. 36) et « document » (pétroliers. Un dossier (qu'il est préférable de mettre en pages centrales tant la formule est habituelle) doit être complet. A cet égard le dossier 36 était bon à condition d'être déjà au courant (la présentation des auteurs était excellente : encadré de bas de page qui permet de faire connaissance avec nos « grands anciens ».

D'un point de vue rédactionnel, il faut encore simplifier et se départir d'une certaine phraséologie : attention cela ne veut pas dire simplisme et j'en veux pour preuve que ce ne sont pas les articles les plus « politiques » (cf. celui de Craipeau : excellent) qui sont les moins lisibles [...] [...] Le problème du courrier est d'ailleurs mal résolu. Peut-être le grouper par thèmes (comme dans *Libé*) plus une partie de « question-réponse » ou « d'apostrophes » sur des sujets variés. Pour moi, dans toute la presse, la rubrique courrier est frustrante : soit c'est intéressant et cela « mérite » de s'appeler « article » ou « brève ». Soit c'est un point de vue commun alors autant faire une synthèse de lettres sur un sujet.

**J.-P. Mordefroid - Bergerac ■**

[...] Pour TS j'avoue que je ne m'attendais pas à si bien. Je suis comme le sympathisant de Menton je pense que vous devriez parler plus de la vie interne du journal et du parti, une page devrait être réservée pour ça. A part ça il n'y a rien à redire, TS est un journal clair, bien présenté et qui vraiment donne envie d'être lu. Il faudrait que tous ceux qui lisent TS fassent l'effort de s'abonner. Cela aiderait le journal à un moment où la presse est en danger.

**Un sympathisant  
Garges-les-Gonesses ■**

## demi-vérité

Notre dossier exclusif de la semaine dernière sur le racket pétrolier n'a pas été, en partie en raison de la grève des journalistes du vendredi, repris dans la presse avec autant d'éclat que pouvait le laisser prévoir le contenu explosif des révélations de la SRPJ de Marseille sur le riffi dans le pétrole où sont impliquées des sociétés nationalisées. A *France Inter*, il n'a pas pu être question de la revue de presse en raison du retard des hebdomadaires paraissant le lundi.

Cependant, *Le Monde* y a consacré un article et *Libération* du 25/5/76, toute une demi-page avec un accrochage à la une. *Rouge* en a parlé, *l'Humanité* y a consacré un très long article intérieur qui reprenait des passages entiers du dossier

de TS. Or, la référence à TS brillait par son absence. Le secrétariat de Roland Leroy, directeur de *L'Humanité*, interrogé par TS sur ce point, se contenta de relire la teneur de la fin de l'article du quotidien communiste : ces informations ont été « révélées » dans la presse, en conséquence, on ne pouvait pas, à-t-on dit à TS, y voir une atteinte à l'objectivité de l'information. Mais en l'espèce cette référence vague à l'origine de l'information, alors que seul TS a divulgué ces révélations en exclusivité, constitue un moyen facile pour ne pas dire la vérité. Demi-vérité. Demi-mensonge. Drôles de méthodes.

**A. TLEMCEN ■**

## ça continue !

120 000 francs (à un poil près) c'est le total de la souscription cette semaine... 20 000 francs en huit jours qui l'eût crû, mais ce n'est pas suffisant, cela fait à peine 220 000 francs fin juin à ce rythme-là... et il faut arriver à notre objectif de 500 000 francs très rapidement. Alors vous savez ce qu'il vous reste à faire.

Pas de liste non plus cette semaine, on laisse de la place, le maximum de place pour les nouvelles. Un exemple cependant pour récolter de l'argent, celui de la section Fresnes-l'Hay-les-Roses qui a vendu des napperons réalisés par une camarade de la section au profit de T.S.

Le P.S.U. c'est le parti de l'imagination, alors à vous de faire preuve d'originalité dans cette campagne de relance de Tribune.

**Hervé LE TOQUIN**

## ABONNEZ-VOUS Avant l'augmentation des tarifs

**Un an : 100 F - Six mois : 60 F**

avec en prime un livre au choix :

*Avec l'abonnement d'un an :*  
Servitude et grandeur du P.S.U. (E. Depreux).  
Les Mouvements d'émancipation nationale (A. Nin).  
L'Etat-patron (Ph. Brachet).  
Critique socialiste n° 23 (la crise) et n° 24 (autogestion).  
L'Enfer des pompiers (J.-J. Lubrina).

*Avec l'abonnement de 6 mois :*  
Chili 1970-73. Un peuple en lutte (collectif Chili).  
Chili : Les documents du complot ITT (J. Anderson).  
Le mai des Banques (militants CFDT).  
IX<sup>e</sup> congrès du P.S.U. Amiens. Décembre 1974.  
Le Marché commun contre l'Europe.  
Le Manifeste du P.S.U.  
Critique socialiste n° 23 ou 24.

### Bulletin d'abonnement

à retourner 9, rue Borromée, 75015 Paris

M. Mme Mille .....

Adresse .....

Code Postal . . . . . Ville .....

S'abonne pour un an (1) - 6 mois (1).

Ci-joint versement CCP (1) à l'ordre de TS-CCP 5826-65 Paris.  
CB

(1) Rayer les mentions inutiles.

## SOUSCRIPTION TS NOUVELLE FORMULE

CCP - PSU 14 020 44 Paris

M. Mme Mille .....

Adresse .....

Code Postal . . . . . Ville .....

à adresser à PSU - Soutien TS - 9, rue Borromée, 75015 Paris.



# c'est aussi politique

## des femmes, des hommes et des films...

Depuis 1968 et la montée des luttes des femmes, on ne peut plus bâtir le couple sur les bases traditionnelles. La famille, autrefois analysée par Marx comme cellule de reproduction idéologique et économique, a connu un trop long temps de respect. La liberté sexuelle, le désir de fonder d'autres rapports entre l'homme et la femme ont été passés sous silence ou taxés d'amoralisme.

Inutile de dire que le capitalisme en a bénéficié, car l'image du couple qu'il présente est avant tout économique. Le ménage (comme on dit en comptabilité nationale) y est consommateur. La morale du sens de l'épargne d'autrefois a été remplacée par celle de la publicité qui de même fournit un modèle : celui du crédit et de la consommation. Au long des spots télévisés et des pages publicitaires, vous pouvez très vite cerner cette image du couple.

Construire des rapports amoureux entre l'organisation du travail et celle de la consommation devient donc un problème délicat, de plus en plus abordé, par toute une production culturelle et artistique. Quatre

films sont sortis sur les écrans, qui traitent de ce problème.

Celui qui a provoqué le plus de polémique c'est *La dernière femme* de Marco Ferreri qui, après *La grande bouffe*, et *Touche pas la femme blanche*, heurte une fois de plus les conventions.

Un ingénieur issu d'un milieu modeste est mis au chômage. Il habite Créteil-Ville nouvelle, c'est-à-dire un chantier, des tours, un désert boueux et le centre commercial comme seul point d'attraction. La lumière qui baigne le film est froide. La couleur dominante est le gris. Il drague une fille. Le rapport qui s'installe entre eux est essentiellement



Extraits de « Fume c'est du Bertrand », Ed. Kessering.

sexuel. Dehors la tendresse, sauf pour son fils dont il s'occupe jalousement, désespérément même, n'arrivant pas à établir un contact. La jeune fille y réussira, elle, par le jeu, la douceur. Enfermé dans son rôle viril, bloqué au niveau de la conversation, refusant de partager, il en vient à se couper le pénis. Atroce ! Par là il supprime le rapport qu'il établissait avec la jeune fille et dont il ne sentait que trop les limites. Le film déroule de manière tellement logique le vide et l'impasse des rapports dits phallogocentriques, que l'image finale en est insoutenable. Au-delà la coupure est un symbole, c'est la rupture nécessaire qu'il faut trouver, mais en soi, pour instaurer des rapports nouveaux.

### M. et Mme Blanche achètent par téléphone à la Redoute !

Ce passage difficile est très bien décrit dans les *Fleurs du miel* de Claude Faraldo qui après *Bof*, *Thermoc* (critique du travail et de la ville), tourne sa caméra vers la femme. Le film commence par une scène de ménage. Brigitte Fossey a pris une décision. Elle veut conquérir sa « liberté intime ». Le mari, étonné par cette apparition de personnalité, pleure, hurle, se frappe la poitrine... très mélodrame. Arrive un troisième personnage qui va servir de révélateur. Un livreur de boissons. Le film se ralentit. Brigitte Fossey offre à boire au livreur, l'invite à dîner. On sent que quelque chose se passe en elle. Dans ses gestes que la caméra souligne, il y a comme une gravité retrouvée. Elle raconte comment son mari parlait de ses aventures de son travail, de la libre disposition de soi-même. La liberté, mais la sienne... et puis ce n'était que des mots. Elle, elle va passer aux actes. Ce soir elle fera l'amour avec le livreur. Ici même dans leur maison.

Une mise à l'épreuve ? Plutôt un essai. Ne rien cacher, chercher à deux, la confiance, perspectives explorées par le film. Au petit matin le livreur en partant croise le mari qui fait les cent pas. Sourire gêné, mais sourire tout de même. Le livreur rentre et trouve sa femme en pleurs, un peu

déphasée. Il lui dit « il m'est arrivé quelque chose... Quelque chose... »

Confiance, communication sont aussi au centre du film de Cassavetes, *Une femme sous influence*. Le fait que la femme du réalisateur tienne le rôle principal est lourd de significations, signe aussi d'une grande connaissance du sujet. Ça se passe aux Etats-Unis. Il est contremaître sur un chantier. Les heures supplémentaires sont nombreuses. Elle, elle est bizarre, comme le disent ses amis. Bizarre, c'est-à-dire qu'elle aime ses enfants, qu'elle voudrait un monde moins guindé, plus affectueux, même si elle le fait d'une manière maladroite. Souvent elle danse, comme ça, parce que ça lui vient. Mais les voisins qui lui confient leurs enfants, la famille qui vient la visiter, les amis de son mari, lui-même enfin, commencent à croire qu'il faut la soigner. On convoque le médecin-ami de la famille. Elle ne veut pas partir. On l'emmène. Scène bouleversante. Enfin elle rentre de l'hôpital, la famille l'accueille... glaciale et moralisatrice. Un repas est préparé. A table on la reprend comme une petite fille. Elle explose. Le mari jette sur elle un regard différent, comprend enfin que l'amour doit être reconquis contre le conformisme, la raison, surtout quand ils fondent une société injuste. Film dense, dur pour les femmes, comme celui de Ferreri. Enfin, pourrait-on dire car rarement les hommes sont confrontés sur les écrans, alors que les femmes...

Ces films apparaissent d'autant plus intenses si on va voir le *Voyage de noces*. Sur le même sujet, Jean-Louis Trintignant et Stéphane Sandrelli vivent une classique crise conjugale comme on la représente dans le théâtre bourgeois sans qu'on ne sente ni la sincérité ni l'objet de leur recherche. Spleen, disputes, ils partent au Maroc. Belles photos, beaux habits, une vie de publicité. « Il faut dialoguer » hurle Trintignant. Et quand elle avoue, il répond, « tout, tout mais pas ça. Une passade oui, la complicité non ! » Tous les clichés ressortent. A la fin ils se réconcilient. Pourquoi, comment, on ne le saura pas. Fade, vraiment fade à côté des autres films.

Michel ACIDANT ■

Publicité

### les amériques...

Giscard en est revenu plein de belles paroles... Pour lui porter la contradiction... Allez y voir avec

## DECOUVERTE ET CULTURE, LOISIRS

4, rue d'Aligre - 75012 PARIS. Tél. 344-12-50

Californie : 10 août au 1<sup>er</sup> septembre : 3 750 F

Mexique : 5 juillet au 28 juillet : 4 800 F

1<sup>er</sup> août au 30 août : 4 950 F

Pérou : 7 juillet au 29 juillet

1 août au 29 juillet

1 août au 30 août : 4 900 F

Attention : clôture des inscriptions le 3 juin pour juillet, le 16 juin pour août.

# 3<sup>eme</sup> FESTIVAL POPULAIRE du FILM POLITIQUE

Du 23 au 26 mai le PSU a organisé le troisième festival populaire du film politique. Réalisé par la section de Cannes, cette initiative vise à doubler le festival officiel.

L'idée vient de loin. 68, la contestation gagne la Croisette. On met à jour les intérêts purement commerciaux de ce qui reste une grande foire du film, d'où sont exclus les débats et la recherche de nouvelles voies cinématographiques. Parallèlement, un cinéma politique est né en France. Ciné-lutte, Cinéma libre, Cinéma politique, Iskra, MK 2 et une floraison de collectifs vidéo vont sur le terrain filmer les luttes ouvrières, féminines, paysannes, etc. Au-

delà de lacunes esthétiques ils rejoignent une longue tradition du cinéma anti-impérialiste qui, lui aussi, cherchait à faire entendre sa voix.

1974, le PSU de Cannes fait son premier contre-festival. Rocambollesque ! La projection de *Liberté au féminin* et *d'Histoire d'A* sont interrompues par les CRS. Après le système de production qui a été remis en cause par la formation des collectifs, c'est le problème de la diffusion qui est posé. *Histoire d'A* a été

## alors, on tourne ?

Nous sommes au début de 1977. Votre section veut préparer une réunion de reprise de cartes ou un meeting de propagande. Qui va parler ? Et si, au lieu de la sempiternelle « intervention de vingt minutes de l'orateur national débarqué du train », on commençait autrement ? Par un film, présentant l'action du PSU : qui sont ses militants ? comment se déroule sa vie quotidienne ? Il y a là un moyen nouveau et intéressant pour lancer le débat.

Voilà pourquoi le Bureau national a donné un accord enthousiaste à la proposition du collectif cinéma du PSU. En effet, un film sera un moyen de propagande renouvelant les moyens habituels (tracts, affiches, meetings, etc.). Et puis, des militants, techniciens du cinéma, trouveront là le moyen de mettre au service du parti et de l'autogestion leurs acquis professionnels. Enfin, ce film devra être une œuvre collective, permettant à tout le parti de réfléchir à son rôle, à son fonctionnement, à son rapport aux luttes, à son expérience locale ou la restituant dans un cadre d'ensemble.

Laissons à nos camarades de la commission cinéma la parole pour définir le scénario.

La fête du PSU 1976 sera, comme la précédente, un grand rassemblement des forces représentatives du courant autogestionnaire, de part son attrait visuel, sa signification, son contenu, nous voudrions faire de celle-ci le fil conducteur liant les différents sujets. L'expression de la

fête, image d'une révolution qui serait accomplie, ne peut que renforcer la prise en considération des luttes présentées.

Au travers d'un voyage au sein du PSU et de son expression populaire, nous arrêter à un stand, dans un débat, sur un visage directement dans son milieu la lutte en question.

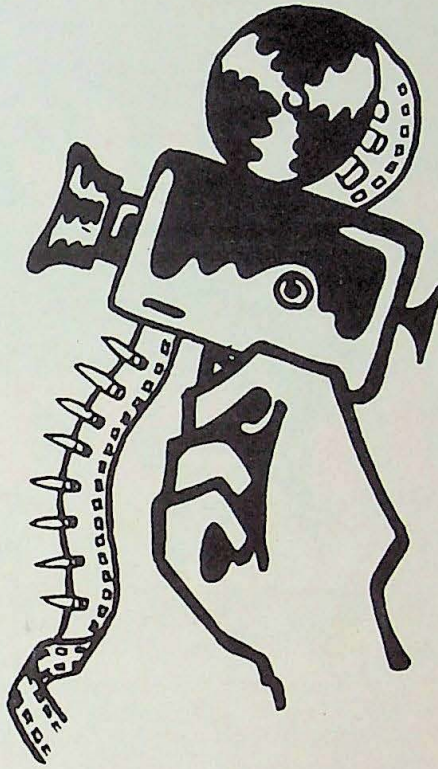
Ce cheminement en raccourci dans l'espace donnera une grande dynamique au film, si les choix des tournages dans leurs cadres (entreprises, chômage, cadre de vie, urbanisme, armée, femme, enseignement, région, etc.) sont suffisamment riches.

Le retour sur les lieux de la fête seront autant d'occasions pour rentrer dans un débat (international, etc.) mais aussi pour saisir des réflexions de militants, de sympathisants, sur le parti lui-même, sur ses manques, sur son travail à venir (TS, locaux, argent, etc.) avec des images de la vie à Borromée.

Il nous paraît important de ne pas montrer que des images positives

autorisé mais *Gloria mundi* (film de Niko Papatakis sur la torture) s'est vu sortir des salles où il était projeté, après plusieurs plastiquages. Par ailleurs, où voir des films retraçant des luttes urbaines (*La ville est à nous*, Poljinski) ou sur des expériences de villes nouvelles (série portugaise sur les occupations de terres, les commissions de moradores, d'entreprise...). C'est à ces questions que nous tentons de répondre autour de cinq thèmes : l'entreprise, l'international, les contrôles populaires, le racisme et le Portugal. Une telle rencontre a permis de visionner une production trop dispersée, de nouer des contacts indispensables à toute diffusion parallèle, et enfin de débattre publiquement de la question essentielle : quel cinéma et pour qui ?

Michel ACIDANT ■



dans la ligne des meilleurs films propagandistes, mais au contraire d'aspirer à une réflexion tendant vers l'objectivité : exprimer certaines insuffisances de notre parti, ne peut que renforcer la vérité de l'ensemble du film.

Alors, bien sûr, vous sentez votre enthousiasme grandir. Il ne doit pas rester lettre morte, mais contribuer à transformer ce projet en réalité : d'abord, il faut de l'argent ; ensuite, il faut signaler à la commission des documents cinématographiques existants ; enfin, il faut faire connaître les luttes où il serait utile de venir tourner. Cela seuls les secteurs et les sections peuvent le réaliser.

Parlons un peu argent. Ce film, de cinquante minutes, en 16 mm couleur, coûte 60 000 F. Les moyens financiers du parti ne permettent le tournage que si l'argent remonte bien vite. Une formule de financement a été organisée : l'avance sur location. Que les sections paient aujourd'hui leur location de demain (soit 150 F). A vous d'agir et vite.

Demain on tourne. A la fête, dans les luttes, dans les meetings, rue Borromée. Au congrès, le film pourra être présenté à tout le parti. Trois ou quatre copies circuleront alors pour les réunions nombreuses du parti.

Alors, vraiment, demain, on tourne !

Pascal GOLLET ■

## SELECTION TV

**vendredi 28 mai à 20 h 30 :** *Service public*, Le crédit.

Le crédit à la consommation : les ménages français s'endettent de 90 milliards de francs chaque année dont les deux tiers consacrés au logement. A partir des témoignages venus d'emprunteurs, l'émission dénonce le coût du crédit, les pièges du crédit, les saisies, donne des conseils et apporte un certain nombre d'éléments sur le rôle des banques dans les opérations de crédit, sur la politique inflationniste du crédit et sur l'aliénation par le crédit.

TF 1

**Dimanche 30 à 22 h :** *Bilan pour le futur*, deuxième partie : « La machine à dollars ». Après la crise, quelles seront les nouvelles tendances d'une société qui était entièrement tournée vers le dieu dollar ?

**Lundi 31 mai à 22 h 30 :** *Le tango au lever du jour*, un film sur Buenos Aires. Première partie d'un reportage sur l'Argentine. Claude Foutier et Robert Manthoulis essaient de faire comprendre l'âme des grandes villes argentines à travers cette musique qui était à l'origine l'expression des chagrins et des espoirs du peuple des bas quartiers de Buenos Aires.

**Mardi 1<sup>er</sup> juin à 21 h 35 :** *L'histoire de la Chine de Mao Tsé-toung* (Roger Pic), en deux parties.

Rétrospective des principales étapes de la vie de Mao et de l'avènement de la nouvelle Chine. Première partie : des mandchous à la création de la République populaire de Chine. Les principales étapes qui amenèrent la Chine et des centaines de millions d'hommes à la révolution maoïste illustrées par une série de documents rares. Regroupés chronologiquement, ces documents permettent d'avoir, pour la première fois en images, une vue d'ensemble sur une période de l'histoire chinoise qui reste souvent mal connue : l'itinéraire politique des hommes comme Sun Yat-sen, Tchang Kai-chek Mao Tsé-toung. Les luttes du peuple chinois. Les luttes idéologiques.

Les grandes thèses développées par Mao dès le début de sa carrière politique : sur la guerre populaire, sur l'organisation de la production, sur l'éducation idéologique. Une émission à ne pas rater même s'il s'agit d'un film de vulgarisation.

FR 3

**Mercredi 2 juin à 20 h 30 :** *Le diabolique Dr Mabuse* de Fritz Lang.

# "LE CAPITAL"

présentation de Lucio Colletti

## ACCUMULATION

